

*l'Anti*capitaliste

n°343 | 30 juin 2016 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

TOUJOURS



EN LUTTE CONTRE LA LOI TRAVAIL

Dossier

MARCHE DES FIERTÉS

Pages 6 et 7

ÉDITO

«Les travailleurs n'ont pas de patrie»

Page 2

PREMIER PLAN

Royaume-Uni: Après le Brexit, des défis pour la gauche britannique et européenne

Page 2



ACTU POLITIQUE

Notre-Dame-des-Landes: plus que jamais, la lutte continue!

Page 4

ACTU INTERNATIONALE

État espagnol: le premier contretemps de Podemos

Page 5



Par YVAN LEMAITRE

« Les travailleurs n'ont pas de patrie »

Marine Le Pen a salué le Brexit comme une « victoire de la liberté ! Comme je le demande depuis des années, il faut maintenant le même référendum en France et dans les pays de l'Union européenne ». Elle rêve que cette dite « victoire » soit pour elle un renfort inespéré dans son ambition présidentielle, en venant encourager les préjugés dont elle a fait son fonds de commerce, le nationalisme et le chauvinisme, la peur de l'autre et le repli sur soi, le racisme. Elle espère bénéficier elle aussi du mécontentement que suscite les politiques d'austérité menées par tous les gouvernements de l'Union européenne pour mieux le dévoyer sur un terrain qui ne remet en cause ni l'austérité, ni la compétitivité, ni la concurrence capitalistes, mais soumet les classes populaires à l'idéologie des classes dominantes, le nationalisme.

La droite, quant à elle, est quelque peu bousculée, dénoncée par le FN au même titre que le PS dont elle doit se démarquer... Sans sourciller, Sarkozy enregistre « ce rejet partagé par beaucoup de Français », pour mieux continuer la même politique en faisant la proposition d'un « nouveau traité européen » dont les « piliers » seraient les « frontières ». « Ce sont d'abord les nations qui sont notre force », dit-il. Tout en regrettant « profondément » le vote des Britanniques, Hollande reconnaît lui-aussi que « l'Europe ne peut plus faire comme avant », pour mieux « se concentrer sur l'essentiel », ce que les ministres des Affaires étrangères français et allemand ont appelé un « Pacte européen de sécurité » : tout un arsenal au service de l'Europe forteresse, impérialiste, contre les peuples, contre les migrantEs et les populations, cela au nom de la lutte contre le terrorisme. Démagogues d'extrême droite, de droite ou prétendument de gauche, tous, « européens » ou pas, vantent la nation et les frontières. Ils ne rêvent que de diviser les peuples, de les opposer les uns aux autres, pour mieux les soumettre à l'ordre capitaliste, comme ils utilisent les jeux du stade pour nous faire croire que nous jouons tous dans la même équipe. Un piège terrible pour les travailleurEs dont les exigences et les luttes, les aspirations, ne connaissent aucune frontière. Leur intérêt est de construire une autre Europe, en rupture avec celle du capital, une Europe des travailleurs et des peuples.

BIEN DIT

Dans une Europe travaillée par les affrontements communautaristes, les revendications nationalistes ou identitaires, les racismes, la guerre en crampons du football, loin de contribuer à la solidarité européenne, ne fait qu'exacerber les tensions ataviques entre les peuples. Les mises en scène spectaculaires des rencontres – avec des hymnes nationaux chantés à pleins poumons par des foules exaltées, les déguisements tribaux, les drapeaux brandis à profusion – indiquent bien que le football est la continuation de la guerre par d'autres moyens.

Conclusion de la tribune « L'Euro 2016, l'exutoire politique d'une violence de masse » consignée par différents intellectuels et publiée par le *Huffington Post* mardi 21 juin

À la Une

Toujours debout et en lutte contre la loi travail

Depuis 4 mois, nous sommes des millions à avoir repris la parole, dans les manifestations et sur les places, dans les entreprises, les universités ou les lycées, nous avons collectivement redressé la tête. Les grévistes des raffineries, de la SNCF, du nettoyage, les dockers... ont montré leur force. Celles et ceux qui ont organisé les blocages ont montré leur détermination.

Toutes et tous, nous avons démontré notre refus de nous laisser diriger par une poignée de décideurs minoritaires. Mais depuis 4 mois, gouvernement et médias n'ont cessé de dire que cette mobilisation s'essouffle, qu'elle est minoritaire, sans oublier les insultes contre les organisations syndicales, en particulier contre la CGT, et la répression. Mais rien n'y fait : le monde du travail reste mobilisé contre cette loi travail, et cette dernière reste majoritairement rejetée par la population.

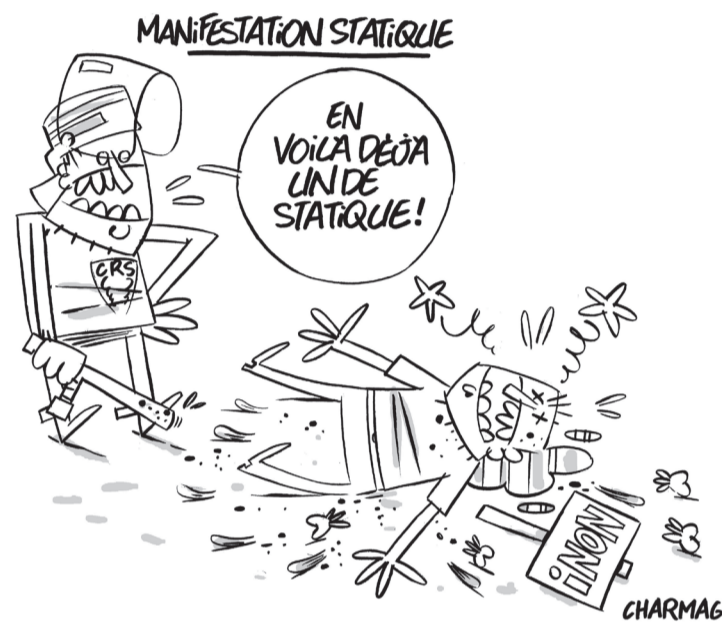
Leur fuite en avant

Mais le gouvernement, Hollande et Valls en tête, s'entêtent et veulent faire passer coûte que coûte cette loi scélérate. Pour cela, depuis le début de la mobilisation, ils répriment ceux et celles qui contestent. Côté maintien de l'ordre, le gouvernement n'a pas lésiné sur les moyens depuis le 9 mars : flash-ball, canons à eau, utilisation intensive de gaz lacrymogènes, arrestations... pendant les manifestations. Depuis fin mars, plus de 750 personnes, dont une centaine de jeunes de moins de 18 ans, ont été poursuivies par la justice, avec souvent des condamnations lourdes à la clé. Cela sans parler des blessés graves... Cerise sur le gâteau, la tentative du gouvernement d'interdire la manifestation du 23 juin dernier pour un « rassemblement statique »... Mais le pouvoir, devant les divisions en son sein, mais face aussi au tollé général suscité par cette décision, a au final reculé, pour accorder une micro-manifestation de Bastille... à Bastille. Mais une « manifestation » quand même, ce qui n'était son plan initial. Face à la brutalité de l'exécutif, le 23 juin a rassemblé, dans ces conditions inadmissibles,

plusieurs dizaines de milliers de personnes à Paris. Mardi 28 juin, la manifestation parisienne, prétendument autorisée, a dans les faits été quasiment interdite... Un déploiement considérable de policiers bloquait tout, empêchant par de longues fouilles de nombreux manifestants de pénétrer dans le périmètre autorisé, arrêtant même certains véhicules apportant du matériel militant. Au même moment, la police encerclait la Bourse du travail place de la République, empêchant 200 personnes présentes à une AG interpro de rejoindre la manifestation. Ces décisions ne sont que les énièmes épisodes de la fuite en avant d'un pouvoir qui n'a plus aucune légitimité, qui n'a que la répression, l'interdiction des manifestations et le 49-3 pour s'imposer.

Continuons notre combat !

Le chemin est encore long avant l'adoption de la loi par le Parlement. Un temps pendant lequel nous devons continuer à nous mobiliser pour obtenir le retrait de la loi. La nouvelle journée du mardi 28 juin, jour du vote du texte au Sénat, aura montré que nous restons bel et bien mobilisés, mais il faudra encore de nouvelles journées, de nouvelles échéances, de nouvelles luttes. Certes, les grèves se sont arrêtées, l'été approche, et la fatigue peut commencer à se faire sentir. Mais ce gouvernement ne parvient toujours pas à rassembler une majorité autour de ses projets de reculs sociaux. Pire, fruit de la pression du mouvement, il est même lâché par des organisations syndicales du prétendu « front réformiste ». Ainsi, la CGC demande désormais la



suspension du débat parlementaire et une renégociation de l'article 2 de la loi. Certains syndicats UNSA réclament la « sanctuarisation » de la hiérarchie des normes et la suppression du référendum d'entreprise. Il n'y a donc plus que Laurent Berger de la CFDT pour défendre tel un kamikaze une loi rejetée par tous. Le retour de la loi à l'Assemblée nationale dans quelques jours, le mardi 5 juillet, marque une étape importante. En cas de nouveau 49-3, de nouvelles motions de censure seront présentées. Sous pression de la mobilisation, elles doivent être votées pour envoyer Valls'ér définitivement cette loi et ce gouvernement !

Construire nos réponses à la crise politique

Ce gouvernement bat tous les records d'impopularité, approfondissant chaque jour un peu plus la crise politique. Alors oui, nous voulons nous débarrasser à la fois de la loi travail et du gouvernement Valls qui lui a lié son sort en utilisant l'arme du 49-3 il y a quelques semaines. La mobilisation reste très populaire mais une expression politique à la hauteur fait toujours défaut. Une force collective pour défendre jusqu'au bout les intérêts des exploités et des opprimés, pour imposer des mesures immédiates combattant le capitalisme et tous ses maux – autoritarisme, impérialisme, productivisme, racisme, sexisme... –, pour refonder une perspective émancipatrice. C'est aussi ce qu'il nous appartient de construire. Malgré ses prétendues démonstration de forces (de l'ordre...), le gouvernement Valls est affaibli : battons-nous encore et encore sans lui laisser de répit.

Sandra Demarcq

ROYAUME-UNI

Après le Brexit, des défis pour la gauche britannique et européenne

Le vote en faveur du Brexit (52% contre 48%) crée une onde de choc non seulement au Royaume-Uni mais dans l'ensemble des pays d'une Union européenne déjà contestée et en crise. Cela pose de sérieux défis à la gauche anticapitaliste face à un rejet populaire grandissant de cette institution.

Pendant la campagne, les Conservateurs, parti historique du grand capital britannique, ont été fortement divisés. Le résultat du vote n'a fait qu'accélérer sa crise avec la démission du Premier ministre Cameron, l'élection à venir d'un nouveau dirigeant, et peut-être de nouvelles élections législatives qu'ils pourraient perdre. Mais l'impact le plus important du vote est la perspective d'une dislocation du Royaume-Uni lui-même.

L'Écosse, qui a voté majoritairement pour rester dans l'UE, exigera sans doute un nouveau référendum sur l'indépendance qu'elle gagnera très certainement. En Irlande du Nord, après aussi un vote majoritaire pour rester, la question de l'indépendance, voire d'une réunification avec le sud, se pose. Puissance impérialiste majeure aujourd'hui, le Royaume-Uni risque de descendre de quelques rangs... On comprend donc pourquoi la majorité des grandes

sociétés, banques et confédérations patronales britanniques s'étaient opposées au Brexit.

Les classes populaires et l'Union européenne

Ces dernières années, à chaque fois que les peuples ont eu l'occasion de voter sur la politique de l'UE lors d'un référendum, elle a été rejetée : en France, au Pays-Bas, en Grèce. Et à chaque fois, ce sont les classes populaires qui votent largement

contre. Sur le Brexit, si Londres et le sud-est de l'Angleterre (plus riche) ont voté majoritairement pour rester, dans les grands bassins industriels du nord, davantage touchés par les ravages de la crise, on a voté majoritairement pour le Brexit, tout comme entre 30% et 40% des électeurs travaillistes. Par contre, si en Grèce en 2015, la campagne contre l'UE a été menée par une gauche anti-austérité et anti-troïka, la campagne pour le Brexit a été très fortement dominée par la droite et l'extrême droite, relayée par une presse de caniveau qui déversait pendant des semaines une propagande anti-migrantEs et islamophobe d'une rare violence. Les frustrations et la colère de beaucoup de travailleurEs ont été détournées au profit de forces profondément réactionnaires. Il n'y a bien sûr rien d'inévitable dans ce scénario, mais

Un monde à changer

DANS LES COULISSES DU LOBBYING. Pour par exemple vendre sa camelote en influençant les différentes législations, tous les coups sont permis... y compris les petits coups de pression, en toute amitié et de façon totalement désintéressée bien entendu. Usage abusif des logos des deux chambres (Assemblée nationale et Sénat), invitations diverses dans les locaux institutionnels, et emploi de collaborateurs de députés et sénateurs... La Haute autorité pour la transparence de la vie publique vient de publier un rapport sur les « clubs parlementaires », ces structures informelles de lobbying. Apparus depuis deux décennies, ces clubs auraient pour but de favoriser la rencontre de « membres du Parlement » et de « représentants d'intérêts » de différents secteurs. Ainsi une quarantaine de ces clubs ont été identifiés, du « club des amis du cochon » au « club des amateurs de havane »... Bien évidemment, financés par des sociétés de relations publiques,

des grands groupes ou des associations professionnelles, organisant des événements dans les locaux des assemblées, ces clubs ne connaissent actuellement aucun encadrement, aucun contrôle. Et en l'absence complète de transparence, les conflits d'intérêts ne sont donc jamais bien loin. À une échelle encore plus importante, on connaît le résultat de telles pratiques au niveau des institutions européennes... Du coup, en réponse, les dix propositions et préconisations de la Haute autorité font office de couteau sans lame : de l'interdiction d'utiliser les logos institutionnels à la disparition des noms d'entreprises finançant diverses manifestations... Car l'essentiel est bien ailleurs : tant que la politique sera l'affaire de professionnels, tous issus des mêmes catégories sociales et hors de tout contrôle, il ne faudra pas s'étonner que les décisions prises n'aillent pas dans le sens des intérêts du monde du travail, de l'ensemble de la population.

HISTOIRE Quand ils veulent nous empêcher de manifester

Le droit de manifester librement ses opinions apparaît dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, elle-même inscrite dans le préambule de la Constitution de 1958. Ce droit est également reconnu dans la convention européenne des droits de l'homme.

La suppression y est encadrée : l'État doit la justifier par une menace à l'ordre public exceptionnellement grave ou par l'absence d'un dispositif policier adapté aux circonstances. Retour sur quelques-unes de ces interdictions.

Un outil de répression colonialiste et anti-ouvrière

Le 14 juillet 1953, une manifestation sur « l'union pour la défense des libertés républicaine » est appelée par plusieurs syndicats et le PCF. Le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) de Messali Hadj, avec l'accord des organisateurs, a l'intention de se joindre au cortège pour réclamer en Algérie le retrait des troupes françaises et une assemblée constituante. La manifestation est alors interdite, avec des tirs à balles réelles contre les manifestants qui ont décidé de maintenir la manifestation. Place de la Nation, 7 personnes seront tuées : 6 Algériens et un Français, et des dizaines d'autres seront blessés. De plus le gouvernement sanctionnera les organisations syndicales indociles, internationalistes, donc dangereuses, en interdisant les défilés du 1^{er} Mai entre 1954 et 1967. Aucun des chefs de gouvernement



Circulez y a rien à manifester! PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

successifs, du radical Faure jusqu'au gaulliste Pompidou en passant par le socialiste Guy Mollet, n'hésitera à sacrifier le droit des travailleurs à manifester précisément le 1^{er} Mai. Le 8 février 1962, la manifestation contre l'OAS, appelée par la CGT, la CFTC et les partis de gauche est interdite et sévèrement réprimée. Neuf manifestantEs sont tués dans les accès à la station de métro Charonne qui était fermée. Toujours cette grande peur du pouvoir quand les travailleurs français et « colonisés » ou leurs descendants s'unissent pour leurs droits et libertés communes. Et une seule

stratégie comme réponse de l'État : celle de la violence.

L'arme impuissante d'un pouvoir aux abois

En septembre 2012, Jean-Marc Ayrault, Premier ministre socialiste du gouvernement Hollande, interdit une manifestation devant la grande mosquée de Paris. Les manifestants entendaient protester contre un film qui circulait sur les réseaux sociaux, *l'Innocence des Musulmans*, film qu'ils jugeaient offensant. Ayrault affirme alors : « il n'y a pas de raison qu'on laisse venir dans notre pays des conflits qui ne concernent pas

la France ». Encore une fois, ce qui est dit au sommet de l'État, c'est que l'islam, deuxième religion de France, est composée d'étrangerEs, et d'étrangerEs dangereux de surcroît. La manifestation, en soutien à la population gazaouie massacrée, prévue le 19 juillet 2014 est elle aussi interdite. Cette fois, la raison invoquée est le risque d'incidents. Mais la colère devant l'offensive israélienne contre Gaza est telle que l'interdiction n'empêchera pas la tenue de la manifestation qui réunira plusieurs milliers de personnes (et à laquelle le NPA avait aussi appelé). Depuis les attentats du 13 novembre dernier et la vie sous l'état d'urgence, nos manifestations sont parfois interdites, comme celle des 29 novembre et du 12 décembre lors de la COP21. Cette fois, il s'agissait d'après Cazeneuve « de respecter une exigence de sécurité afin d'éviter tout risque supplémentaire ». Après que l'on se fut étonnés que pour les mêmes raisons, le ministre n'applique pas une telle « exigence de sécurité » aux marchés de Noël, ces interdictions ahurissantes ont permis que de très nombreuses personnes mobilisées dans le cadre de la COP21 aient la certitude que décidément ce gouvernement est vraiment illégitime ! Et la suite, dont les dernières tentatives d'interdiction par le trio Hollande-Valls-Cazeneuve, n'a fait que le confirmer. **Roseline Vachetta**

tout l'enjeu pour la gauche anticapitaliste est de pouvoir faire en sorte que cette révolte contre les effets de la crise et ce rejet d'une institution qui échappe à tout contrôle démocratique, ne soient pas captés par la droite raciste, mais tournés contre l'austérité et les véritables responsables de la situation.

Défis pour la gauche anticapitaliste

Au Royaume-Uni, la gauche anticapitaliste était divisée sur l'attitude à avoir, sur le vote et sur la campagne à mener. Dans un numéro précédent, nous avons publié un dossier sur les enjeux de la campagne¹ en donnant la parole à deux camarades pour présenter les arguments de leurs organisations respectives, d'un côté d'un « rester dans l'UE mais critique »² et de l'autre d'un « Lexit/sortie de gauche »³. Nous ne reviendrons donc



Corbyn et Cameron défaits par le Brexit. DR

pas ici sur le détail de ces argumentations, mais les questions soulevées par ce débat sont aussi d'une importance cruciale pour la gauche anticapitaliste ici en France et dans les autres pays de l'UE. Presque partout, l'extrême droite rêve de reproduire ce qui vient de se passer en Grande-Bretagne et commence déjà, comme l'a fait Marine Le Pen,

à réclamer un référendum sur la sortie de l'UE. Il est donc essentiel pour les anticapitalistes de clarifier notre attitude par rapport à l'UE et de mener le débat avec toute la gauche antilibérale et réformatrice ainsi que dans le mouvement social. Ces prochains mois, le FN (et peut-être une partie de la droite) cherchera à profiter de la méfiance justifiée

vis-à-vis de l'UE et à la lier à leur propagande haineuse contre les migrantEs et les musulmanEs. Nous aurons alors besoin non seulement de dénoncer la véritable nature capitaliste et réactionnaire du « club des patrons » qu'est l'UE et la démagogie du FN mais aussi de participer avec d'autres à la construction de mouvements et de campagnes sur le terrain qui permettront de redonner confiance et de tracer la voie pour une alternative anticapitaliste, internationaliste et antiraciste. Il y a urgence.

Ross Harrold

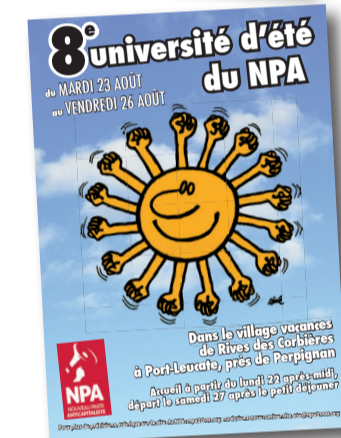
1- <https://npa2009.org/idees/brexit-or-not-brexit-une-reponse-anticapitaliste>
2- <https://npa2009.org/idees/international/tribune-contre-le-racisme-pour-un-vote-stay-critique>
3- <https://npa2009.org/idees/international/tribune-pour-un-lexit-un-brexit-de-gauche>
D'autres articles sur le site du NPA, rubrique « international ».

Le chiffre 10471

Il s'agit du nombre de ressortissantEs étrangers, expulsés de France l'année dernier, selon les statistiques de la police aux frontières (PAF). RoumainEs, AlbanaisEs, AlgérienEs, TunisienEs et MarocainEs : cinq nationalités totalisent 63 % de l'ensemble des expulsions. Mais aussi des personnes originaires de pays en guerre ou dans lesquels ils risquent leur vie : AfghanEs, GambienEs, SyrienEs, IranienEs, SoudanaisEs ou ErythréenEs...



Agenda



NO COMMENT

Moi j'ai dit que je n'étais pas particulièrement choquée par le fait que le gouvernement puisse envisager, alors que nous sommes en guerre, sous menace terroriste, en état d'urgence et que nous recevons un événement international qui est déjà difficile à gérer (l'Euro de football), que certaines manifestations puissent être, évidemment temporairement, interdites (...) Il y a des casseurs d'extrême gauche indépendants des manifestations, qui se font un plaisir particulier à venir perturber ces événements (...) et aussi une partie des manifestants syndicalistes, on l'a vu, ça a été prouvé, qui sont extrêmement violents.

La députée du FN MARION MARÉCHAL-LE PEN sur France Info vendredi 17 juin

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

LA PRIMAIRE DU PS

Petites manœuvres, discrédit et ridicule



Les fins stratèges de la gauche de droite... DR

Le 17 juin dernier, le secrétaire général du PS, Cambadélis, annonçait dans *Libération* l'initiative d'une primaire au sein du PS et de ses alliés gouvernementaux en vue de la présidentielle de 2017.

Il y a quelques semaines, il n'en était pas du tout question. Peu importaient alors les statuts du parti. Les proches de Hollande avançaient sa qualité de président sortant pour l'en dispenser. Aujourd'hui, tout a changé : la primaire serait même devenue une question de « démocratie », selon Valls interviewé il y a une dizaine de jours dans le *Journal du Dimanche*. Et il s'y connaît en démocratie, lui qui a prétendu interdire les manifestations et qui à longueur de temps calomnie les opposants à la loi travail, les fait gazer et matraquer. C'est que, pour Hollande, c'est la déroute. Sa cote de popularité est au plus bas, 15 % d'opinions favorables seulement. Dans les sondages sur la présidentielle, il est donné éliminé à la suite du premier tour dans tous les cas de figure. Qui plus est, le nombre de ses adversaires dans son propre parti ne cesse d'augmenter, et certains comme Montebourg faisaient planer la menace de leur candidature s'il n'y avait pas de primaire. Aussi Cambadélis a-t-il soudain changé d'avis et annoncé qu'il proposerait l'organisation d'une primaire au conseil national du PS. Celui-ci a approuvé cette décision à l'unanimité. Mais, soit dit en passant, ce n'est pas le cas de la motion présentée au cours de la même séance prévoyant de prendre des sanctions contre les socialistes frondeurs s'ils s'avisent de voter la censure contre le gouvernement, votée par un peu plus de la moitié seulement des présents.

La « Belle alliance populaire »...

Cambadélis a expliqué que la décision avait tardé parce que Mélenchon, le PCF et EÉLV avaient refusé l'organisation d'une primaire au sein de toute la gauche. Aussi la primaire aura-t-elle lieu au sein de la... « Belle alliance populaire », à savoir le PS, les radicaux de gauche et les écologistes du gouvernement. Les modalités précises de son organisation devraient être décidées plus tard... ainsi que la participation de Hollande qui serait annoncée quelques jours seulement avant le scrutin prévu début janvier. Alors que dans les sondages, Mélenchon est donné gagnant devant Hollande, le PCF dénonce la manœuvre de la primaire : « Pour sauver Hollande », dit à juste titre Pierre Laurent, tout en déplorant qu'il ne soit pas possible de former une « gauche de transformation » qui pourrait accéder au pouvoir avec un PS qui désavouerait la politique du gouvernement. C'est que le PCF, toujours soucieux de sauvegarder ses éluEs, s'accroche au PS d'une manière ou d'une autre. Toute cette agitation n'a pas grand-chose à voir avec ce qui s'exprime dans le mouvement. Aucun gouvernement dans le cadre de la propriété privée capitaliste et des institutions bourgeoises ne sera en mesure de changer quoi que ce soit dans la vie de la population. On l'a bien vu en Grèce avec le gouvernement Tsipras. Sauveur suprême à la Mélenchon ou nouvelle mouture d'union de la gauche comme en rêve le PCF, les travailleurs et la jeunesse n'ont rien à en attendre. Ils ne peuvent compter que sur leurs propres luttes.

Galia Trépère

NOTRE-DAME-DES-LANDES

Plus que jamais, la lutte continue !

Le résultat de la consultation qui s'est déroulée dimanche 26 juin est en réalité sans surprise. Le gouvernement, en restreignant celle-ci au seul département de la Loire-Atlantique, avait choisi le seul périmètre en capacité de faire gagner le Oui.

Le Non l'emporte autour de Notre-Dame-des-Landes et de l'actuel aéroport, signe que les chantages à l'emploi et à l'environnement ont fait long feu. À Nantes même, surveillée quotidiennement par les avions, et que les médias ont prétendu « sac-cagée » par des hordes zadistes, les votes sont assez équilibrés. Si avait donc été choisi comme périmètre « les plus concernés », le Non l'aurait peut-être emporté, preuve que le gouvernement s'est acheté une légitimité à la carte... électorale.

Comme nous n'avons cessé de le dire, ce pseudo-référendum était pipé à tous les niveaux : cadre, processus et contenu de la question. L'État, juge et partie, disposant de moyens considérables pour véhiculer sa propagande, cette consultation ne pouvait ressembler à autre chose qu'à une parodie de démocratie.

Le Oui exprimé s'appuie sur un espoir légitime : celui d'une création massive d'emplois. Une promesse mensongère, car cet aéroport, sans créer de nouveaux emplois, aggraverait les conditions de travail. C'est la pire des tromperies, quand une grande partie d'entre nous souffrent du chômage et de la précarité, de conditions de travail et de salaires dégradés.



CHARMAG

Rien ne s'est arrêté ce 26 juin, car la consultation ne met pas fin aux recours juridiques en cours, notamment ceux qui concernent la loi sur l'eau ou les espèces protégées. Le combat contre un projet néfaste et inutile et contre le monde qu'il représente continue donc plus que jamais à Notre-Dame-des-Landes !

Le serpent de mer de l'évacuation de la Zad

Avec cette consultation bidon, Valls peut tenter de siffler la fin de la partie, mais il se leurre. Il va devoir compter sur une résistance et une détermination sans faille, nourrie depuis plus de 40 ans

et qui s'étend bien au-delà de la seule Loire-Atlantique. Une capacité à mobiliser appuyée sur des centaines de comités partout en France, qui a encore été démontrée cet hiver par des manifestations massives.

L'État se retrouve une nouvelle fois confronté au serpent de mer de l'évacuation de la Zad, qui avait déjà échoué en 2012 face à un mouvement de résistance déterminé. Le gouvernement Valls peut-il réellement prendre le risque d'une évacuation musclée de la Zad pendant la séquence de la présidentielle, ou choisira-t-il plus raisonnablement de passer la « patate chaude » à

ses successeurs ? Dans les mois et années à venir, nous continuerons à défendre la Zad et à nous opposer aux expulsions des habitantEs.

Vous avez dit démocratie ?

Et ce n'est pas Valls et le gouvernement qui vont nous donner des leçons de démocratie alors même que la séquence sociale que nous vivons actuellement démontre qu'ils n'en ont cure. Ceux qui interdisent les manifestations syndicales, tronquent des études, falsifient des pétitions, ne peuvent nous faire croire en leur bon droit. Pour nous, la démocratie n'est pas celle des Vinci et des Valls qui veulent sacrifier le bocage pour les intérêts d'une minorité patronale. C'est la démocratie de celles et ceux qui refusent l'absurdité du capitalisme et du productivisme, qui refusent ses choix contraires aux besoins sociaux et environnementaux de la population.

Parce qu'il faut battre le fer tant il est chaud, la démocratie sera à l'honneur les 9 et 10 juillet à Notre-Dame-des-Landes. La rencontre estivale dont le thème est « *Semelles de démocratie* » devra être un grand moment pour se rassembler, pour réaffirmer notre détermination, pour crier que nous ne lâcherons rien et que la lutte continue !

Sandra Cormier et Bertrand Achel

RÉPRESSION

Encore une semaine bien chargée !

Le ministre de la Justice est satisfait... La machine répressive de l'État tourne à plein rendement. Dans une interview à France-info mi-juin, il se félicitait de ce que depuis le début des manifestations contre la loi travail, 662 procédures avaient été engagées, et 250 personnes à ce jour détenues, condamnées lors de comparutions immédiates, ou mises en détention provisoire dans l'attente de leur procès.



Jeudi 23 juin, à Bastille, pour manifester, il fallait faire le mur... MB

précédentes. Les abords de la manifestation parisienne à Bastille étaient verrouillés par de nombreux check-point, où la possession d'un foulard, de lunettes de piscine, ou d'un « couteau à beurre » suffisait à interdire l'accès à la place, voire à faire l'objet d'un contrôle d'identité ou d'une garde à vue, comme cela a été le cas pour un militant de SUD PTT qui s'est vu notifier en prime un rendez-vous judiciaire ultérieur.

À cette heure, on ne peut faire un bilan exact des violences policières et des arrestations qui ont eu lieu

au cours des manifestations sauvages spontanément organisées en riposte à l'entrave à manifester.

Rester vigilants

Le lendemain, vendredi 24 juin, Marcus, militant bien connu de la Brigade anti-nérophobie, se retrouvait devant le TGI pour sa participation à la première manifestation interdite sous l'état d'urgence, en soutien aux migrantEs le 22 novembre dernier. Rappelons qu'à l'issue de cette manifestation, 58 personnes avaient reçu des convocations policières pour

de simples « rappels à la loi ». Il semble que l'État ne veuille pas en rester là : les réquisitions exorbitantes du parquet – 8 mois de prison dont 4 avec sursis – n'ont heureusement pas été suivies par la cour qui a prononcé une amende de 500 euros. Mais le ministère public peut très bien faire appel de la décision...

Hasard du calendrier, Jean-Marc Rouillon était poursuivi le même jour dans une autre chambre pour « apologie de terrorisme », et le même parquet réclamait un an de prison ferme pour des déclarations à une radio locale. Le délibéré sera rendu le 7 septembre. Et (encore !) hasard du calendrier, c'est mardi 28 juin que, sur appel du parquet, doit se décider si les faits reprochés au « groupe de Tarnac » doivent être requalifiés et faire l'objet d'une procédure antiterroriste, comme le souhaite ardemment Manuel Valls... À l'heure des prochains départs en vacances, nous devons rester vigilants contre tous les mauvais coups qui pourraient pleuvoir sur le mouvement social dans les prochains jours, et organiser la continuité du travail anti-répressif pendant la période estivale.

Alain Pojolat

Il ne reste à venir que les élections pour les Parlements de Galicie et du Pays basque, après la tenue des élections européennes, des élections aux Parlements de la majorité des autonomies, des élections municipales et les deux élections pour le Parlement et le Sénat des 20 décembre dernier et du 26 juin dont nous commentons ici les résultats.

Le PP gagne, le PSOE résiste mais reste en crise

La participation a baissé de 73,20% en décembre dernier à 64,84%. La première chose à souligner, c'est que le Parti populaire (PP) a été le parti qui a eu le plus grand nombre de voix : 7 906 185 (33,28% des votes et 137 députés), et qui a augmenté son score par rapport aux résultats de décembre dernier (7 215 752 voix et 123 députés) grâce à un important transfert de voix portées en décembre sur Ciudadanos (CS) vers le PP, environ 377 000 voix, et grâce aussi à un transfert de voix du PSOE vers le PP, plus de 100 000. Cependant il faut signaler que le PP ne réussit pas à atteindre la majorité absolue. Malgré les cas de corruption et les politiques d'austérité, la société espagnole maintient donc un fort secteur de droite fidèle au PP. Tournant social à droite ? Non, il s'agit simplement d'une réaffirmation d'une partie de la société dans son incertitude et ses peurs à tonalité conservatrice, accompagnée d'une conscience démocratique plus que limitée. Ce phénomène est favorisé par le fait que nous n'avons pas réussi à commencer un processus de rupture avec le régime instauré en 1978 et qu'il n'y a pas eu de mobilisation sociale soutenue contre les politiques de coupes budgétaires en matière de santé, d'éducation, etc. Malheureusement, un nouveau gouvernement du PP est possible sous une forme plus ou moins dissimulée de grande coalition « à l'espagnole ».

ÉTAT ESPAGNOL Le premier contretemps de Podemos

Le cycle électoral espagnol qui a suivi le 15M (Mouvement des Indignés commencé en 2011), qui avait permis la naissance d'une nouvelle force politique de masse anti-néolibéralisme, est sur le point de se fermer...

Le PSOE a obtenu 85 députés – 5 de moins qu'en décembre –, perdant plus de 100 000 voix et représentant 22,83% des votes. Il a réussi son grand objectif pour ces élections : ne pas être dépassé par Unidos Podemos, ni en votes ni en sièges. Mais la crise interne de ce parti est profonde : il n'a pas de projet et n'a pas réussi à rénover sa base électorale parmi les jeunes des secteurs urbains, mais il a réussi à engager l'ensemble de ses militants dans la campagne pour réactiver les vieux liens sociaux qu'il a avec de larges couches du salariat. Le PSOE va connaître un déchirement interne si sa direction permet au PP de gouverner. Tous les pouvoirs financiers et aussi la vieille garde du parti veulent assurer la gouvernance en ces temps de Brexit, de demandes du droit à décider en Catalogne, de nécessité de nouvelles coupes budgétaires, d'échéances de la lourde dette et d'ajustements fiscaux répondant aux normes de l'Union européenne en ce qui concerne le déficit. Le PSOE n'est pas en voie de pasokisation mais il n'a pas d'existence facile assurée.

Acquis et limites de la coalition Unidos Podemos

Tous les sondages se sont trompés, car tous situaient la coalition en deuxième position derrière le PP et devant le PSOE. Cela s'est seulement réalisé dans les cas de la Communauté autonome basque et en Catalogne. L'effet de cette coalition entre Izquierda Unida et Podemos n'a pas répondu

à ce qui était attendu. La coalition était une nécessité stratégique sur le terrain de la construction de l'unité populaire, mais lors de cette première apparition électorale, elle a le même nombre de députés que celui obtenu en se présentant séparément. Par contre, elle est passée de 24,3% des votes en décembre à 21,6% en juin, et de 610 000 voix à 504 974. Il est possible que l'abstention ait plus porté préjudice à la coalition qu'à d'autres. Ceci est un excellent résultat si on tient compte que c'est la première fois depuis 1977 qu'une force anti-néolibérale obtient plus d'un vote sur cinq et est majoritaire parmi les moins de 30 ans. Un résultat décevant dans la mesure où il s'était créée une fausse perspective de dépassement (« Surpasso ») par rapport au PSOE, pour disputer l'accès au pouvoir au PP. C'est maintenant le temps de la réflexion à l'intérieur de Podemos, de IU et bien sûr de Anticapitalistas.

Et maintenant ?

Sans une plus grande mobilisation populaire, les avancées électorales sont éphémères. Il n'y a pas de progression linéaire, les rapports de forces entre les classes nous obligent à opérer en zigzags. Le discours de Podemos visant à récupérer à des fins de transformation politique (et sociale) des termes comme « Patrie » ou à se revendiquer de la social-démocratie n'ont pas fonctionné. En appeler abstraitement à la gauche face à la droite, et mettre au pied

du mur le PSOE comme s'il s'agissait d'une force de changement, n'a pas eu non plus un effet positif dans la construction d'un nouveau pouvoir populaire à partir de l'état de conscience et d'organisation réelle des masses. Il est nécessaire d'approfondir le processus de convergence Unidos Podemos. Il est indispensable de réaliser dans IU et dans Podemos un débat sur le programme pour le changement et sur les nouvelles formes d'organisation politique des masses afin de rassembler l'enthousiasme et l'espoir de tous les militants qui, après les résultats, sont restés sur les places pour crier : « Si se puede » (« Oui nous pouvons »). C'est cela le capital politique de Unidos Podemos et pas autre chose. Un capital très supérieur aux discours que les élites universitaires utilisent afin de parler pour ne rien dire. Les projets d'un nouveau pays ne se concrétisent ni ne disparaissent au gré des difficultés. Toute la direction de Unidos Podemos, mais particulièrement ses deux principaux représentants, Alberto Garzón et Pablo Iglesias, qui dimanche soir dans leur discours ont été à la hauteur, ont devant eux une responsabilité énorme : réussir à réaliser un nouveau « Vista Alegre » (le congrès de fondation de Podemos), mais cette fois celui d'une nouvelle formation unitaire qui regarde vers l'avenir. **De Séville, Manuel Gari (traduit par Jean Puyade et Georges Sarda)**

Intertitres de la rédaction

Le monde en bref

Mexique Huit morts dans une manifestation réprimée. Dimanche 19 juin, dans le sud du pays, le pouvoir a tiré sur la foule rassemblée contre une réforme éducative. Les morts sont des manifestants rassemblés en soutien à la CTE, le syndicat des professeurs des cycles primaire et secondaire, mobilisé contre la réforme éducative du gouvernement qui impose des contrôles injustes aux enseignants. Une tentative de dissolution du syndicat... et de privatisation de l'éducation. La version officielle, plusieurs fois remaniée par le gouvernement, décrit l'agression par des groupes radicaux infiltrés au sein de la manifestation contre les forces de l'ordre, alors que celles-ci venaient de lever le blocage maintenu depuis une semaine à Nochixtlán par des enseignants, des étudiants et des parents d'élèves en lutte. Mais les explications changeantes des autorités sur le drame de Nochixtlán ont suscité bien des doutes dans tout le pays. Elles affirmèrent d'abord que tous les agents étaient désarmés et que des tireurs « extérieurs » visaient aussi bien la police que la population. Mais plusieurs agences de presse ont publié des clichés montrant des policiers visant la foule à l'aide de fusils automatiques et d'armes de poing... Le gouvernement a alors tenté de contester l'authenticité de ces images, avant d'argumenter que ces agents armés étaient intervenus après l'agression afin de protéger leurs collègues des mystérieux assaillants... Les journalistes présents sur les lieux n'ont eux vu aucun tireur... en dehors des rangs de la police!



Quand l'État mexicain réprime. DR

Sous la pression, le gouvernement s'est engagé à ouvrir une enquête sur l'éventuelle responsabilité de policiers armés. La veille de cette manifestation sauvagement réprimée, une certaine d'intellectuels, de personnalités du monde politique et religieux et de défenseurs des droits humains rendaient publique une lettre ouverte dénonçant déjà « la brutale répression du gouvernement fédéral à l'encontre des professeurs ». Ils appelaient les autorités à « miser sur le dialogue et non sur l'usage de la force pour résoudre ce conflit ». Réponse leur a été donnée le lendemain...

Pakistan Solidarité avec Baba Jan.

Baba Jan est un cadre hier du Labour Party Pakistan (LPP), aujourd'hui du Awami Workers Party (AWP), emprisonné et condamné deux fois à la perpétuité (ou à 40 années de prison) dans le territoire du Gilgit Baltistan, à la frontière chinoise. Il lui est reproché d'avoir pris la défense, en 2010-2011, de villageois victimes d'une inondation et d'un glissement de terrain meurtriers dans la vallée de Hunza. Il a été incarcéré sur décision d'un tribunal antiterroriste. De nombreuses associations ou personnalités ont dénoncé le déni de justice dont il a été victime, avec d'autres. Il a été torturé, provisoirement libéré à la suite d'une campagne de solidarité, puis ré-incarcéré. Cependant, une cour d'appel a cassé l'une des condamnations dont il est victime. Néanmoins, une autre cour d'appel a récemment confirmé cette condamnation, ainsi que celle de 11 de ses codétenus. Le problème est politique. Baba Jan est aujourd'hui extrêmement populaire au Gilgit Baltistan. Lors d'élections en 2015 dans le territoire, il avait obtenu le droit de se présenter, tout en restant en détention. Il était arrivé deuxième, battant très largement deux des trois principaux candidats. Cette année, il avait à nouveau obtenu le droit de se présenter à une élection partielle dans la vallée de Hunza. Les sondages le donnaient gagnant. Il fallait donc à tout prix l'empêcher de faire campagne. Une campagne internationale pour sa libération se mène. Ainsi six parlementaires irlandais ont récemment envoyé une lettre de protestation, demandant sa libération ainsi que celle de ses codétenus. Plus d'information : <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?mot7650>

Les éléments qui ont nourri son développement sont à nouveau utilisés pour tenter d'y mettre fin militairement : soutien à des régimes et groupes autoritaires et confessionnels, politiques néolibérales et interventions militaires... Ainsi, en Syrie, les États-Unis ou la France concentrent leurs actions militaires contre Daesh, alors qu'un changement du régime autoritaire d'Assad n'a jamais été à l'agenda. Les alliés (Russie, Iran, Hezbollah et milices chiites fondamentalistes irakiennes) du régime poursuivent de leur côté leur assistance militaire à Damas pour éliminer toute forme d'opposition armée, démocratique (Armée syrienne libre) ou réactionnaire (Jabhat al-Nusra et Daesh), tout en continuant leurs exactions contre les civils syriens. Les raids de l'aviation russe le samedi 25 juin contre la localité d'al-Kouriyé, au sud-est de la ville de Deir Ezzor, ont par exemple tué 31 civils. En Irak, les combats contre Daesh sont menés par l'armée irakienne et ses groupes d'élite, mais aussi par des milices fondamentalistes chiites soutenus politiquement, économiquement et militairement par la République islamique d'Iran, et surtout détestés par des larges sections des populations sunnites d'Irak à cause de leurs exactions contre elles et leurs discours et pratiques confessionnels. En Libye, les États occidentaux ont poussé à la formation d'un gouvernement d'union, avec deux objectifs prioritaires : lutter contre Daesh et

PROCHE-ORIENT Contre Daesh, une stratégie militaire vouée à l'échec politique

Les États occidentaux, avec à leur tête les États-Unis, veulent montrer que l'État islamique (ou Daesh) est l'ennemi principal, car il constitue un facteur d'instabilité régionale et internationale, notamment avec les attentats terroristes en Europe...

« l'immigration clandestine ». Les questions politique et socio-économiques sont quasiment ignorées. Plusieurs pays européens ont déjà promis plusieurs dizaines de millions d'euros en soutien à ce gouvernement... Cela sans oublier le soutien des États occidentaux, en particulier français, au régime égyptien présidé par le dictateur Sissi qui continue sa répression violente contre toute forme d'opposition, des mouvements de gauche aux Frères musulmans. Une répression tous azimuts qui a pour effet de créer de nouveaux Daesh en nombre dans le pays...

En soutien aux mouvements démocratiques et non confessionnels

Il ne suffit pas simplement de mettre fin militairement à toute capacité de nuisance de Daesh, au risque de le voir réapparaître dans le futur comme ce fut le cas dans le passé, mais de s'attaquer aux conditions politiques et socio-économiques qui permettent et ont permis son développement. Il faut se rappeler que Daesh, élément fondamental de la contre-révolution, a connu un développement sans précédent à la suite de l'écrasement des mouvements populaires, se nourrissant de

la répression massive et violente des régimes et groupes autoritaires, souvent attisés par des discours et pratiques confessionnelles s'appuyant sur les haines religieuses. Les interventions des États régionaux et internationaux ont grandement contribué, et continuent par leurs politiques, au développement de Daesh. Les politiques néolibérales appauvrissant les classes populaires, accompagnées de la répression des forces démocratiques et syndicales, sont bien sûr un élément fondamental du développement de Daesh. Il s'agit de lutter contre ces éléments, tout en soutenant des mouvements populaires de masse démocratiques et non confessionnels qui continuent



à travers la région malgré des reculs importants, défiant à la fois les régimes autoritaires et les organisations fondamentalistes religieuses. C'est le seul moyen de mettre fin à ces deux formes de barbarie, au lieu de répéter des erreurs du passé contribuant à leur renaissance. **Joseph Daher**

CONTRE LES TRAHISONS DU GOUVERNEMENT, REPRENONS LE COMBAT!

Aujourd'hui encore, les LGBTIphobies sont présentes dans toutes les sphères de la société...

Des formes les plus « banalisées » du quotidien (moqueries, injures dans les cours d'école ou les stades...) aux agressions physiques plus violentes, voire meurtrières, l'homophobie, la lesbophobie, la biphobie, la transphobie, demeurent bien présentes dans notre société, malgré une tolérance de façade dont s'accommode parfaitement la société capitaliste et marchande. Bien-sûr, à force de militantisme, de combats et de fierté, nous avons obtenu des victoires partielles. Le vote des lois instaurant le Pacs, l'aggravation des peines encourues (le délit d'injure homophobe...) et bien évidemment l'ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe constituent de réelles avancées. Mais force est de constater que ces avancées, acquises dans la douleur, sont incomplètes et font persister certaines inégalités, laissant le champ libre à des discriminations et à des violences insupportables. Ainsi, le rapport annuel publié en 2016 par SOS homophobie révèle que plus de 60% des témoignages reçus concernent l'homophobie et la transphobie du quotidien (lieux publics, famille, travail, voisinage, commerces et services, milieu scolaire).

Trois ans après le mariage pour toutes, l'avancée des droits pour les personnes LGBTI au point mort

Il y a trois ans, nous sommes descendus massivement dans les rues pour revendiquer le droit de pouvoir choisir de se marier ou non. Après des mois de tergiversation politique, le gouvernement n'a eu d'autre choix que d'accorder le droit au mariage aux couples de même sexe. Mais c'est un mariage au rabais que le gouvernement nous a accordé: 11 nationalités en sont encore privées, les couples homosexuels mariés sont encore obligés d'adopter leurs propres enfants, aucune filiation ne peut être établie en dehors du mariage pour les enfants des couples homosexuels. De plus, la PMA (procréation médicalement assistée) pour toutes et le changement d'état civil pour les personnes trans, revendications essentielles du mouvement LGBTI,

L'HOMOPHOBIE TUE!



ont été sacrifiés par le gouvernement, soucieux de ménager les réactionnaires de la Manif pour tous, dans une situation politique déjà instable. Nous attendons toujours l'avis du Comité d'éthique sur la PMA, reporté d'année en année. Aucun véritable moyen n'a été mis en place pour lutter contre les LGBTIphobies, qui continuent de faire des ravages dans toutes les sphères de la vie (à l'école, au travail), ou encore pour la santé des LGBTI (VIH/sida, etc.).

Les LGBTI ne seront pas la caution du PS

Malgré cette situation déplorable, à un an de l'élection présidentielle, le gouvernement entend utiliser le mariage pour toutes comme argument central de sa campagne électorale et redorer ainsi son image quelque peu ternie par la contestation qui ne cesse d'enfler contre sa politique (loi travail, migrantEs, état d'urgence). Pire, il fait de la PMA une promesse de campagne pour l'après-2017. Or, le gouvernement nous a prouvé par la pratique qu'il ne fallait rien attendre de lui. Pour gagner de réelles avancées, il nous faut reprendre en main nos luttes, retourner dans la rue, imposer nos revendications. Et c'est possible, d'autant plus qu'on voit bien en ce moment, avec le mouvement contre la loi travail, que le gouvernement est fragilisé. Mais ce

qu'on voit surtout, c'est que pour gagner des choses, il faut instaurer un rapport de forces élevé, dans la rue. Le mouvement LGBTI ne peut se contenter d'être attentiste. Cette année encore, la Marche des fiertés parisienne organisée par l'Inter-LGBT a fait le choix de ne pas mettre en avant le bilan désastreux du quinquennat de Hollande. La mise en avant de revendications trans par l'inter-LGBT est symboliquement importante. Mais elle n'est malheureusement assortie d'aucune stratégie pour gagner, sur ces droits comme sur les autres revendications, alors même que le projet d'amendement actuellement discuté par les parlementaires sur la question du changement d'état civil pour les personnes trans ne répond en rien aux revendications des associations trans. Dans ce contexte, il est fondamental de manifester dans la rue à l'occasion de la Marche des Fiertés, pour y faire entendre nos revendications et dire que les personnes LGBTI ne seront pas la caution du PS. Dans la Marche des fiertés parisienne, nous voulons parler de politique, rendre visible l'opposition au gouvernement, le refus qu'il fasse sa campagne en instrumentalisant la question des droits des LGBTI.

Face au gouvernement, solidarité des opprimés et des exploités

Face à un gouvernement qui mène une politique antisociale à la Thatcher, nous devons réaffirmer la solidarité de classe au sein du mouvement LGBTI ainsi que l'importance du lien avec l'ensemble du mouvement social. Il y a une nécessité de reconstruire un courant combatif, anticapitaliste, dans le mouvement LGBTI, de redonner à la Marche des fiertés un caractère plus politique, car nous savons que ce n'est que dans la rue et par la lutte que nous pourrions obtenir de nouveaux droits, et imposer nos revendications.

Le gouvernement tente de bâillonner le mouvement social en interdisant les manifs, en nous faisant manifester sur de très courts parcours. Ainsi, le parcours de la Marche des fiertés a lui aussi été

MARCHE DES FIERTÉS
Samedi 2 juillet
Départ à 14h du Louvre

raccourci, prétendument pour des raisons de sécurité. Le gouvernement n'a pourtant aucune difficulté à maintenir et à assurer le déroulement de l'Euro... De là à penser que les travailleurEs qui luttent contre la loi travail, les gouines, les trans et les pédés, passent après le foot et ses enjeux économiques, il n'y a qu'un pas!

Tenter d'interdire une manifestation contre la loi travail ou de reporter la Marche des fiertés pour finalement en raccourcir le parcours, relève d'une seule et même politique menée par ce gouvernement: il s'agit d'étouffer toute contestation sociale et politique, y compris sur le terrain qui l'a fait apparaître comme progressiste, celui des droits LGBTI. Face à cette politique, nous avons cherché à rassembler les différentes forces (associations, syndicats, organisations politiques, individuEs) afin que nous puissions défiler toutes et tous ensemble à la Marche au sein d'un pôle radical et combatif. Cette démarche d'unification est un succès: plusieurs forces ont signé l'appel à la constitution de ce pôle et se sont investies avec nous pour le construire. Ce samedi 2 juillet, nous serons donc dans la rue, dans ce pôle où se regrouperont tous les cortèges des organisations et des personnes qui se reconnaissent dans une telle démarche. C'est uniquement en reconstruisant des courants contestant largement la politique du gouvernement et le capitalisme que nous réussirons à repolitiser et redonner du poids aux luttes LGBTI comme espace de contestation du système, pour proposer une société où chacunE puisse vivre sa sexualité comme elle ou il le souhaite, dans l'égalité la plus complète.

Ce samedi tous et toutes dans la rue pour la Marche des fiertés à Paris!
Léa

Après la tuerie homophobe d'Orlando, le gouvernement n'hésite pas à attaquer le mouvement LGBTI en mettant la pression pour que l'Inter-LGBT, interassociative en charge de l'organisation de la Marche des fiertés parisienne, annule cette dernière. Devant la levée de boucliers, il impose un parcours raccourci et parké sur les quais de la capitale, en contradiction totale avec le principe des «Prides», qui ont vocation à se dérouler sur les grandes artères de façon bruyante et visible. Alors que la colère de la communauté à l'encontre du PS gronde, face aux promesses trahies sur la PMA et les droits des personnes transgenres, et face à ces nouvelles provocations, quelle stratégie proposer?

Dossier réalisé par la commission LGBTI du NPA

TRANS, INTERSEXU DANS LA TOURME

PMA Les promesses non tenues

Le 28 mai dernier, à l'occasion de la Fête des mères, SOS Homophobie et 45 autres associations ont organisé des rassemblements à Paris, Toulouse et Montpellier contre l'abandon de l'ouverture de la procréation médicalement assistée aux femmes qui «ne souhaite[nt] pas avoir une relation avec un homme», pour reprendre la formulation du candidat Hollande lors des primaires socialistes. Les associations féministes et LGBTI réclament que la promesse soit tenue en 2016. Un objectif toujours plus difficile à atteindre avec un gouvernement qui se droitise chaque jour davantage. Pourtant, le corps médical, longtemps pris comme prétexte des blocages, s'est engagé lui aussi lors de la publication du «Manifeste des 130 médecins et biologistes de la reproduction» le 17 mars dernier. L'appel interassociatif «Pas de fin de mandat sans PMA!» souligne notamment la dimension de classe de la loi, car toutes n'ont pas les moyens de se rendre à l'étranger pour une PMA, et les dangers des PMA dites artisanales, ainsi que les blocages judiciaires à la reconnaissance ultérieure de la mère sociale de l'enfant.

TRANS une loi en trompe-l'oeil

Fin mai, le Parti socialiste se félicitait de l'adoption d'un amendement à son projet de loi sur la modernisation de la justice, qui était censé faciliter le changement d'état civil pour les personnes transgenres, répondant ainsi à une revendication historique. Mais au lieu d'avancer vers un changement d'état civil libre et gratuit, sans psychiatisation ni judiciarisation, cet amendement ne fait qu'entériner légalement la situation actuelle, source d'insécurité et de précarité pour les trans. En effet, c'est toujours un juge au TGI qui décidera si la demande est recevable. Les personnes trans, en plus de devoir avancer des frais d'avocats, devront prouver la «sincérité» de cet «état de fait» qu'est leur transidentité pour obtenir satisfaction... Nous nous retrouverions donc à nouveau sous la tutelle de pys chargés d'approuver ou non la validité de nos existences, ce qui nous est toujours inacceptable. De la même manière, la procédure encouragée dans la loi encourage la production de certificats médicaux, loin des annonces faites, nous réduisant à de simples «malades». Loin des beaux discours, le gouvernement entérine une politique transphobe, discriminatoire, contraire aux textes



Le 27 janvier 2013 manifestation à Paris pour le mariage pour toutes. PHOTO:THÈQUE ROUGE/JMB

CHES DES FIERTÉS 2016**L'HEURE DE LA RÉVOLTE A SONNÉ!****LES FIERTÉS ET CANDIDATES À LA PMA
L'HEURE DE LA RÉVOLTE A SONNÉ!**

légale et symbolique, les exactions se poursuivent sous la pression d'un corps médical normatif. Le Comité contre la torture (organe des Nations unies qui surveille l'application de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants par les États parties), qui s'est tenu au mois de mai dernier, a examiné le 7^e rapport périodique de la France et a conclu : « Le Comité est préoccupé par les informations faisant état d'interventions chirurgicales non nécessaires et parfois irréversibles pratiquées sur des enfants intersexués sans le consentement éclairé de ces personnes ou de leurs proches et sans que toutes les options possibles leur aient toujours été exposées. Il est aussi préoccupé par le fait que ces interventions, qui entraîneraient des souffrances physiques et psychologiques, n'ont encore donné lieu à aucune enquête, sanction ou réparation. Il regrette l'absence d'informations sur les mesures législatives et administratives permettant d'encadrer la situation des personnes intersexuées. (art. 2, 12, 14, 16). » À quand un droit et une médecine respectueux du libre arbitre des personnes quant à leurs corps et leurs identités ?

Chloé Moindreau et JB Casabona

internationaux sur les droits des personnes transgenres.

**INTERSEXUÉ-E-S
sortir de l'ombre**

Le terme « intersexuéE » ou « intersexe » désigne les personnes dont les caractéristiques sexuelles primaires ou secondaires (organes, taux d'hormones, chromosomes...) ne correspondent pas aux normes binaires masculines ou féminines. Il s'agit d'une réalité niée dans l'espèce humaine malgré les études qui estiment à au moins 2% la proportion de la

population concernée. Les personnes intersexuées subissent toujours des opérations et « traitements » chimiques, bien que le plus souvent leur condition ne comporte aucun risque médical. Leur assignation forcée précoce à un genre social est d'autant plus violente qu'un changement d'état civil ultérieur est difficile (comme dit plus haut dans cet article). En octobre dernier, un jugement à Tours a pour la première fois autorisé une personne intersexuée à adopter la mention « sexe neutre » à l'état civil. Malgré cette avancée

ORLANDO: CELUI QUI APPUIE SUR LA GÂCHETTE... ET CEUX QUI ARMENT LE CANON

Dans la nuit du 11 au 12 juin, Omar Mateen a fait irruption au « Pulse », une discothèque gay d'Orlando en Floride. Avant d'être lui-même abattu par la police, il a assassiné méthodiquement 49 hommes et femmes, et en a blessé 53 autres.

Les victimes, pour l'essentiel des jeunes gens d'origine latino-américaine, ont été ciblées du fait de leur orientation sexuelle ou de leur sympathie pour les gays, les lesbiennes et les trans. Le tueur aurait prétendu agir au nom de l'État islamique (Daesh), l'organisation djihadiste qui s'est elle-même illustrée par de nombreux meurtres d'homosexuels en Syrie et en Irak. Soucieuse de sa publicité, cette organisation a d'ailleurs revendiqué la fusillade.

Le fils monstrueux d'une société en décomposition

Tous les politiciens se sont empressés d'évoquer un acte « terroriste » commandité depuis l'étranger, cherchant à s'attaquer aux « valeurs » américaines. Ceux du Parti républicain, au premier rang desquels le milliardaire Donald Trump, ont amplifié leurs habituels discours hostiles à l'immigration, aux musulmans et au contrôle de la vente d'armes... tout en s'abstenant d'évoquer l'orientation sexuelle des victimes, leur électoralat étant traditionnellement homophobe. Comme l'a fait pendant 48 heures toute la presse internationale, donnant l'impression que les personnes homosexuelles et transgenres devaient être invisibles même après leur mort...

Plutôt qu'un djihadiste, Omar Mateen était le fils monstrueux d'une société capitaliste en décomposition. Son allégeance à Daesh est sans doute une fanfaronnade visant à associer son crime à une cause « prestigieuse ». De parents afghans mais né aux USA, c'était un homme au machisme violent, qui méprisait les gays. C'était un minable réactionnaire, qui vouait un culte à l'institution policière et était coutumier des propos racistes à l'encontre des Latinos et des Noirs. Mateen avait en fait beaucoup de points communs avec d'autres nuisibles, qu'ils soient partisans de la suprématie blanche ou adeptes de sectes chrétiennes, comme ce pasteur évangélique qui a déclaré, quelques heures après la tuerie : « Est-ce que je suis triste que 50 pédophiles aient été tués aujourd'hui ? Euh... non. Je pense que c'est super ! Je pense que ça aidera la société. Je pense qu'Orlando est un peu plus sûr ce soir ». Sans parler de ceux

qui ont perturbé les obsèques de l'une des victimes d'Orlando en venant y manifester leur haine.

Une consternante inhumanité

Avant Orlando, le plus meurtrier de tous les attentats homophobes commis aux USA remontait au 24 juin 1973, quand une bombe incendiaire avait ravagé l'« UpStairs Lounge », un bar gay de La Nouvelle-Orléans : 32 hommes avaient péri asphyxiés, brûlés vifs, ou étaient morts des suites de leurs blessures. Loin de s'en émouvoir, l'opinion publique réactionnaire et les autorités avaient fait preuve d'une consternante inhumanité : des plaisanteries sur les victimes avaient circulé, relayées par une presse locale ironisant sur les « cadavres empilés comme des pancakes », et la police avait rapidement classé l'affaire après plusieurs déclarations teintées d'homophobie. Honteuses de leurs morts, certaines familles n'avaient pas récupéré les corps, qui avaient été inhumés dans une fosse commune.

Ce crime ancien nous renseigne sur le caractère très relatif du fameux « choc des civilisations », invention dont se servent les dirigeants des pays impérialistes pour justifier leurs politiques xénophobes et les guerres qu'ils mènent dans les pays pauvres. De nos jours, dans certains États américains, l'homosexualité d'un salarié est toujours considérée comme un motif valable de licenciement, et des commerçants peuvent légalement refuser de servir des clients homosexuels. Si les ténors du Parti démocrate se flattent d'avoir légalisé le mariage des couples de même sexe, pour la grande majorité des lesbiennes et des gays des classes populaires, cet arrêt de la Cour suprême ne saurait masquer la réalité : encore et toujours, dans ce pays comme dans le reste du monde, assumer publiquement ce qui relève pourtant d'une orientation sexuelle naturelle, c'est s'exposer aux insultes et aux menaces, à plus forte raison quand on vit une existence précaire de prolétaire. Et cela peut conduire à l'hôpital, parfois à la morgue... Mais les dirigeants, qui d'Obama à Hollande présentent la vie des LGBT comme le symbole d'un mode de vie « occidental », comme s'il n'y avait

pas des homosexuelLEs et des trans sur toute la planète, voudraient cacher leur propre responsabilité, eux qui maintiennent toujours une série de discriminations insupportables. Le soir de la tuerie, les pouvoirs publics américains avaient lancé un appel au don du sang. De nombreuses personnes se sont présentées pour donner le leur... mais les homosexuels qui avaient eu des relations sexuelles dans la dernière année étaient refoulés (contrairement aux hétérosexuels). Tout un symbole et la preuve que la responsabilité des gouvernements dans l'homophobie est toujours réelle.

Lutter pour l'égalité réelle, dans un combat global contre le capitalisme

Les victimes d'Orlando pensaient être en sécurité dans une boîte gay, pouvoir oublier un peu leur quotidien dans l'un de ces commerces dits « communautaires », qui souvent profitent de la stigmatisation de l'homosexualité pour s'assurer une clientèle fidèle. Quand aux abords du « Pulse », les gyrophares des secours se sont éteints, l'homophobie était toujours là, et la presse a rapporté le témoignage poignant d'un rescapé qui venait de perdre son compagnon dans la tuerie : il allait devoir le pleurer en secret, ne pouvant se permettre de révéler son homosexualité à sa famille catholique.

Si nous dénonçons les démagogues qui, aux USA comme en Europe, désignent les musulmans comme des terroristes potentiels et instillent le poison raciste dans les classes populaires, nous ne devons jamais cesser de combattre les mots d'ordre religieux et leurs défenseurs, de quelque dieu qu'ils se réclament, chaque fois qu'ils s'opposent à l'émancipation des femmes et des homosexuelLEs, et chaque fois qu'ils préchent l'acceptation de l'ordre social existant.

Pour combattre l'homophobie et toutes les autres formes d'oppression, il n'y a pas d'autre choix que de lutter. Cette lutte c'est celle pour l'égalité réelle, contre les préjugés et la violence inhérente à cette société barbare. Notre combat est indissociable du combat global contre le capitalisme.

Gaël Klement



Le 26 juin, plus d'un million de personnes se sont retrouvées dans les rues de New York pour la Gay Pride. DR

RIVESALTES (66) Les factrices et facteurs en grève ne lâchent rien!

Ces grévistes en sont à leur septième mois de grève! Et plus que jamais, ils et elles sont bien résolus à gagner.

Pour rappel, le mouvement a démarré fin novembre contre une nouvelle «réorganisation» du centre de distribution courrier, synonyme à nouveau de destruction d'emplois et de dégradation des conditions de travail et du service rendu aux usagerEs. Outre le report de la réorganisation, ils revendiquent un recrutement de renforts supplémentaires, la titularisation d'un précaire, une réévaluation des tournées pour diminuer une charge de travail trop lourde...
Devant la détermination des grévistes et la solidarité populaire, la direction a été contrainte à plusieurs reculs progressifs. Dernier en date, le 20 juin, de nouvelles avancées sur l'emploi et les conditions de travail, approuvées par l'AG des grévistes. Néanmoins, ils décident de poursuivre la grève sur la question des jours qui leur sont retenus.



Alexandre Pignon (au centre) à la sortie du conseil de discipline à Montpellier. DR

Et c'est pas fini!

En «bon» patron, la direction de La Poste a pourtant tout fait pour les briser : utilisation illégale d'intérimaires, intimidations, provocations. Elle a même été jusqu'à monter un grossier simulacre d'agression contre le directeur d'établissement, pour en accuser le représentant CGT Alexandre Pignon, menacé initialement de deux ans de mise à pied (voir *L'Anticapitaliste* n°339). Finalement, elle vient de sanctionner celui-ci de trois mois de mise à pied, dont un avec sursis.

Un nouveau recul de la direction face à la détermination des grévistes et au large soutien dont Alexandre a bénéficié. En effet, nous étions une bonne centaine à l'accompagner le 31 mai dernier à Montpellier pour son conseil de discipline. Lors de ce rassemblement, Olivier Besancenot est intervenu depuis Paris par téléphone afin d'exprimer sa solidarité. Mais Alexandre ne veut pas en rester là, bien décidé à utiliser tous les recours pour lever la sanction.

La lutte continue!

Correspondant

Soutien aux grévistes : chèques à l'ordre de Sud-Poste 66 ou CGT-Fapt 66, 2, boulevard Henri-Poincaré, 66100 Perpignan.

GRÈVE À LA SNCF CheminotEs en colère!

Deux ans après la grève contre la réforme ferroviaire, les cheminotEs sont de nouveau partis en grève reconductible, contre la loi travail et sa déclinaison à la SNCF : le décret-socle ferroviaire.

Depuis le 9 mars, l'intersyndicale a multiplié les journées de grève de 24 heures, suivies par plus d'un cheminotE sur deux. Puis la situation s'est accélérée autour du 18 mai, avec l'appel à la reconductible des fédérations SUD-Rail et FO, pendant que la CGT appelait à 48 heures de grève par semaine... Cet appel à la reconductible a principalement été suivi dans les gares de Paris Saint-Lazare, Austerlitz, gare de l'Est et gare du Nord, mais cela a changé la situation et forcé la fédération CGT à appeler à la reconductible à partir du 1^{er} juin. La grève a été suivie par 25 à 30% de grévistes tous les jours, avec des pics à 80 ou 90% dans certains services (surtout les conducteurs), et a globalement tenu jusqu'à la manifestation nationale du 14 juin.

Un maigre bilan

Le bilan revendicatif est maigre, puisque les deux revendications principales n'ont pas été gagnées : le retrait de la loi travail, et la généralisation de la réglementation actuelle des 155 000 cheminotEs de la SNCF (le RH077) aux 5 000 cheminotEs des boîtes privées (et filiales de la SNCF) dans le décret-socle et la convention collective. La réglementation actuelle n'est même pas vraiment maintenue pour les cheminotEs SNCF, puisque l'accord d'entreprise (signé par l'UNSA et la CFDT, opposé par SUD-Rail, et ni signé ni opposé par la CGT) flexibilise gravement les conducteurs, les aiguilleurs, et les agents d'entretien des voies. Pire : il ne s'agit que d'un accord d'entreprise (donc limité dans le temps et facilement dénonçable par le patron), et son article 49 (équivalent de l'article 2 de la loi travail) permet à n'importe quel chef d'établissement des dérogations locales... à condition d'obtenir la signature de l'UNSA et de la CFDT! La première raison de ce faible bilan revendicatif, c'est le mauvais timing : attendre la fin mai pour commencer la grève, c'était tomber dans le piège des négociations sur l'accord



Cortège intergares : TouTEs ensemble! DR

d'entreprise, au lieu d'engager la bagarre sur le décret-socle dès mars ou avril. Depuis mars, la direction de la CGT cheminots a tout fait pour éviter la grève reconductible : les cheminotEs ont finalement réussi à la déborder, mais trop tard... Résultat : la grève n'aura réussi qu'à limiter la casse par rapport à la destruction sociale massive que la direction voulait imposer aux cheminotEs. Autre faiblesse de cette grève : le manque d'activité des grévistes. Une large majorité des cheminotEs grévistes a fait grève à la maison : trop peu de cheminotEs ont participé aux AG et aux manifs, et encore moins aux piquets de grève et actions diverses... C'est la limite majeure de cette grève (et aussi des précédentes).

Auto-organisation et convergences

Malgré cela, la grève a quand même vu l'émergence de noyaux de grévistes très actifs, notamment dans les gares parisiennes. Et, après de premières expériences balbutiantes dans la grève de 2014, c'est ce qui a permis la mise en place de cadres d'auto-organisation : des comités de grève élus dans plusieurs gares parisiennes, avec tous ceux (syndiqués SUD ou CGT, et non-syndiqués) qui voulaient construire activement la grève ; des réunions inter-gares 1 à 2 fois par semaine, regroupant jusqu'à 100 cheminotEs des 5 gares parisiennes,

pour partager les impressions, coordonner des actions et organiser des manifs quand rien n'était organisé par l'intersyndicale ; enfin, des cortèges unitaires inter-gares ont pris place en tête des grosses manifs parisiennes, et ont permis aux cheminotEs de défiler touTEs ensemble au-delà des étiquettes, et dans une ambiance de feu!
Un autre élément important est la recherche active de la convergence des luttes par de nombreux cheminotEs, loin du repli corporatiste du passé. Le contexte s'y prêtait particulièrement grâce au mouvement contre la loi travail, mais il a fallu batailler contre la direction de la CGT qui a tout fait pour séparer les questions et les combats... La convergence était pourtant la meilleure chose à faire, au lieu d'attendre une hypothétique «grève miracle» lointaine au moment de l'Euro, comme cela a été défendu dans plusieurs endroits... et n'a eu aucun effet! Depuis le 9 mars, de nombreux cheminotEs grévistes ont tissé des liens directs avec d'autres secteurs : manifs en gare avec Nuit debout, distributions de tract à PSA Poissy et dans plusieurs hôpitaux, actions de blocage avec la RATP, les postiers, à la déchetterie d'Ivry ou à l'aéroport Charles-de-Gaulle... Malheureusement, ces actions de convergence n'ont pas suffi à étendre la grève reconductible à d'autres secteurs : à part les raffineries et les éboueurs, aucun secteur ne s'est lancé largement dans une grève reconductible... Ce manque a joué un rôle très important dans la dynamique de reprise du travail après la manif du 14 juin : la grève s'est éteinte par absence de perspectives (à l'intérieur comme à l'extérieur de la SNCF), et par épuisement des secteurs les plus déterminés (en

reconductible depuis 27 jours!). Plusieurs gares ont tenté de lutter contre cet épuisement en lançant des caisses de grève, mais trop tard pour empêcher la dynamique de reprise.

D'autres bagarres à mener

Dans cette grève, les rôles ont été distribués très clairement : la CFDT et l'UNSA ont pleinement joué leur rôle de courroie de transmission du patronat ; la direction de la CGT a tout fait pour éviter l'affrontement, avant d'être dépassé par sa base et de s'y résoudre... pour y mettre fin au plus vite ; SUD-Rail a d'abord suivi aveuglément la CGT par peur de l'isolement, avant de finir par appeler sans elle à la reconductible le 18 mai (en étant peu suivi par ses syndicats locaux) ; quant aux militantEs révolutionnaires (du NPA, mais aussi de LO, d'AL, syndicalistes révolutionnaires...), ils ont joué un rôle clé pour déborder la direction de la CGT, armer les grévistes d'une stratégie pour gagner, et faire émerger des cadres d'auto-organisation décisifs.
Bilan : cette grève n'a pas gagné sur ses revendications, mais elle a permis à des milliers de cheminotEs de faire une expérience de lutte fondamentale pour la suite. Car les grévistes sont loin d'être démoralisés, comme en témoigne encore la tenue d'assemblées générales les 24 et 28 juin. Ce qui domine très largement, c'est le sentiment qu'on a eu raison d'y aller, et qu'il y aura bientôt d'autres bagarres à mener! Par exemple, en organisant une riposte nationale dès qu'un chef d'établissement voudra faire usage de l'article 49, ou quand le prochain gouvernement (quel qu'il soit) s'attaquera aux régimes spéciaux de retraites...
Gabriel Lafleur

FORD BLANQUEFORT (33)

Au Mans, nos 24 Heures à nous!

Ford fête son retour à la course mythique des 24 Heures du Mans après une longue absence. Quelques militantEs de la CGT, accompagnés de militantEs du mouvement contre la loi travail, avaient décidé de participer à l'événement, à leur manière...

Les jours précédents nous avons contacté des camarades locaux de la CNT et du NPA pour organiser le voyage, l'accueil dans la ville du Mans, s'assurer une aide militante nécessaire pour réussir l'action.
Arrivés au Mans, nous sommes bien accueillis comme prévu et renforcés par des militants du CIP, de Nuit debout. Suivis de près par des policiers des Renseignements territoriaux, devant l'entrée du circuit nous déployons la banderole «Ford Bordeaux, usine en danger, sauvons les emplois» et distribuons nos tracts. L'accueil

du public très nombreux est sympathique. Certains discutent et expriment leur solidarité. Nous dénonçons le côté sombre de Ford qui fait des profits historiques, qui investit dans les courses automobiles, mais qui délaisse l'usine de Blanquefort.

«L'assaut» est donné...

Puis nous passons à la phase de l'action non déclarée : il s'agissait de rentrer dans le village du circuit et d'envahir le stand commercial de Ford, comme nous l'avons déjà fait à quatre reprises lors du Mondial de l'auto parisien.



Les Ford en lutte toujours présents! DR

Après quelques manœuvres pour tromper la vigilance des policiers, nous rentrons à 23 personnes dans le village pour approcher la cible. «L'assaut» est donné, le stand est envahi, la même grande banderole est déployée, les bandeaux «sauvons les emplois» sont brandis, et les autocollants recouvrent les supports du

stand. Une action visible devant les regards médusés des très nombreux spectateurs. Là encore, nous recevons des signes de soutien. La police et le service de sécurité sont surpris, énervés, ne sachant pas trop quoi faire.
En faisant tout cela, nous voulions toucher à l'image de Ford, remettre la pression sur les dirigeants. Redonner aussi le moral aux collègues, résignés pour la plupart. Il était crucial de montrer que la bataille pour les emplois continue. Nous verrons bien la suite, mais on moins on l'a fait!
Philippe Poutou

POLLUTION

Ça sent le gattaz!

La pollution de l'air due aux particules fines est responsable de 48 000 décès chaque année en France, selon une récente étude¹, confirmant une fois de plus les chiffres de par exemple l'OMS en 2014, qui comptait ces décès en millions...

Objet de l'étude : la pollution par les particules fines PM_{2,5} – dont le diamètre est inférieur à 2,5 µm et qui peuvent donc rentrer dans les alvéoles pulmonaires – en 2007-2008. «Notre modèle estime les concentrations sur une grille de 2 km. (...) Il prend en compte les émissions ponctuelles et diffuses de

PM_{2,5} et nous fournit ainsi des données sur l'ensemble du territoire, y compris là où il n'y a pas de mesure.» C'est là l'aspect nouveau de cette étude : la pollution de l'air est partout, même loin des villes. Une carte permet à chacun de renifler ce qu'il respire, de visualiser les concentrations moyennes annuelles de PM_{2,5}.

RSA Départements et gouvernement se renvoient la balle... sur le dos des pauvres

Départements et gouvernement sont en conflit sur le financement du RSA (revenu de solidarité active) aujourd'hui à la charge des départements. Alors que ceux-ci, comme l'ensemble des collectivités territoriales, subissent la baisse continue des dotations de l'État (amplifiée par le Pacte de responsabilité), ils doivent faire face à une augmentation des besoins sociaux du fait de l'aggravation de la crise.

La gestion du RSA a été confiée aux départements en 2004 dans le cadre de « l'acte 2 de la décentralisation ». Une décentralisation débutée en 1982 et qui n'en finit pas de transférer des compétences de l'État vers les collectivités... sans que les moyens soient transférés ! Les effets pour la population sont multiples : hausses d'impôts locaux pour faire face aux dépenses nouvelles non financées, coupes budgétaires lourdes de conséquences, sans compter les disparités qui s'accroissent entre départements. C'est ce que dénonçait il y a quelque temps le président de Seine-Saint-Denis (PS) : « la part prélevée par le département dans la taxe foncière est de 14,88 % en Seine-Saint-Denis, contre seulement 7 % dans les Hauts-de-Seine. Et pour trouver l'argent nécessaire au financement du RSA, nous sommes obligés de réaliser des économies... : nous baissons les budgets sur l'entretien des routes, sur la création d'équipements sportifs, sur la rénovation de structures culturelles, sur les subventions aux associations... La vérité, c'est que depuis la décentralisation du RSA en 2004, l'État fait payer par les pauvres la solidarité envers les plus pauvres »...

Après des mois de négociations... reste l'urgence sociale !

Le nombre d'ayants droit du RSA ne cesse d'augmenter (même si plus de 30 % d'entre eux n'en font pas la demande !) : en juin 2016, 2,23 millions de foyers le recevaient, soit 7 % de plus qu'il y a un an... et plus de 70 % de plus qu'en 2009, année où le RSA a remplacé le RMI. Et alors qu'en 2009, le gouvernement reversait aux départements 90,4 % des indemnités versées, en 2015, cela ne représentait plus que de 61,3 %. La part restant à la charge des départements est ainsi passée de 600 millions à 3,6 milliards d'euros. Après des mois de négociations avec l'Assemblée des départements de France (ADF), Valls a annoncé en février une « prise en charge par l'État du financement du RSA, à condition que les départements s'engagent à renforcer l'accompagnement de ses bénéficiaires vers l'insertion et l'emploi »... Mais l'ADF vient de refuser, estimant la contrepartie trop élevée, sans compter que nombre de présidents de départements souhaitent conserver la prérogative de cette gestion... Des départements dont certains n'hésitent pas à stigmatiser les pauvres et à faire leur propre loi, tel le Haut-Rhin qui avait décidé de conditionner le versement du RSA à sept heures hebdomadaires de « bénévolat obligatoire », avant d'être contraint à reculer par le tribunal administratif.

Pour l'heure, le gouvernement a annoncé un fonds d'aide d'urgence pour que les départements les plus en difficultés n'interrompent



Les plus fragiles trinquent... PHOTOTHÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

pas les versements. Mais, pour le RSA comme pour l'ensemble des droits sociaux, l'intervention de la population, des salariéEs et

des pauvres eux-mêmes, est plus que jamais nécessaire !
Isabelle Ufferte

AIR FRANCE La lutte paie

Les pilotes d'Air France ont mené une grève réussie en ce début du mois de juin...



Lors d'une grève précédente des pilotes en septembre 2014. DR

L'impact a été en partie limité par la direction : annulation préventive de vols, appel à des compagnies tiers, renfort de cadres... ainsi que par le mode d'action choisie par ALTER et le SNPL consistant à déposer des plages horaires de grève et non des journées complètes, le conflit ayant pour objectif de s'inscrire dans le temps long. Néanmoins ce premier coup de semonce de pilotes déterminés a été entendu par la direction d'Air France. L'intersyndicale réunissant les trois syndicats de pilotes (ALTER, SPAF et SNPL) a levé le préavis courant sur le dernier week-end de juin, après que le nouveau PDG d'Air France-KLM Jean-Marc Janaillac, qui doit prendre ses fonctions le 4 juillet, a annoncé la levée partielle des attaques en cours.

Reste à construire le Tous ensemble !

Les revendications des pilotes portaient sur deux points principaux. Le premier traitait de la mise en place de manière unilatérale par Air France de mesures de baisse de salaire. Il s'agissait là du solde du précédent plan d'entreprise qui avait touché toutes les catégories de personnels. Le nouveau PDG a annoncé le gel de ces attaques jusqu'au 1^{er} novembre, le temps de construire « un nouveau pacte »... La seconde revendication forte portait sur la répartition de charge entre Air France, KLM (compagnie sœur au sein de la holding) et les filiales. Les salariéEs d'Air France étant jugés trop chers, le développement

de la holding se fait via KLM ou les compagnies à bas coût. Le nouveau PDG fait de ce point une « priorité », mais sans prendre d'engagement. Une première bataille a été remportée par les pilotes sur leurs revendications propres. Mais le vrai combat portant sur l'avenir de la compagnie reste à venir. Cette bataille ne pourra être gagnée par les salariéEs que si les différentes catégories de personnels unissent leurs forces, à Air France et dans ses filiales. L'enjeu des prochains mois sera de renforcer l'intersyndicale intercatégorielle pour qu'elle mène ensemble la lutte et qu'ainsi chaque catégorie fasse entendre ses propres revendications.
Correspondant

POSTIERS DU 92 50 jours de grève

Les postiers d'Asnières, Fontenay, Colombes, Issy et Malakoff-Vanves sont en grève depuis le 10 mai dernier. Un conflit contre les restructurations, la précarité et la loi travail.

Les grévistes se mobilisent contre des suppressions d'emplois, contre des délocalisations de sites et pour l'embauche des précaires. Ils participent également à la mobilisation contre la loi El Khomri. Cette grève avait été préparée plusieurs mois à l'avance. Le travail de l'équipe militante autour de Sud Poste 92 avait consisté à retarder au maximum les restructurations des différents bureaux pour les faire coïncider au maximum et saisir finalement le moment favorable que constituait le mouvement contre la loi travail. Ce sont plusieurs bureaux qui sont donc partis en grève simultanément. Et dès le départ, c'est une grève active qui a été menée, avec des grévistes qui se réunissent chaque jour en AG départementale, après avoir pris la parole dans d'autres bureaux, pour tenter de populariser et d'étendre la grève.



Dans la grève et dans la rue ! DR

Des négociations sont ouvertes, la mobilisation continue

L'une des particularités de cette grève, comparée aux précédents conflits à La Poste dans le 92, c'est le grand nombre de grévistes hommes et femmes qui prennent la parole devant leurs collègues ou dans des réunions publiques. L'alliance avec les intermittentEs et précaires lors de la grève de 173 jours de 2014 de Rueil, La Garenne-Colombes, Courbevoie et Gennevilliers, avait été cruciale. Là encore, les liens avec les autres secteurs, l'insertion dans le mouvement contre la loi travail, ont permis d'organiser des actions de blocage de centres postaux. Une caisse de grève avait également été préparée à l'avance, en amont du conflit, ce qui a aidé à encaisser le choc des paies à 0 euro le 20 juin dernier pour une vingtaine de grévistes. À l'heure actuelle, des négociations sont en cours entre grévistes et direction. Celle-ci a proposé pour l'instant l'embauche de 10 intérimaires, la réduction de 7 à 5 suppressions de tournées à Colombes et l'abandon de la double présentation des lettres recommandées, la réduction de 9 à 4 suppressions de tournées à Malakoff-Vanves, le report de la réorganisation d'Asnières d'au moins 2 ans et 3 mois, ainsi qu'une prime en compensation d'une éventuelle délocalisation. La discussion s'est ouverte autour du possible report de la délocalisation d'au moins deux ans et demi à Fontenay. Il reste du chemin à parcourir, et tant qu'un protocole de fin de conflit n'est pas signé, les grévistes restent mobilisés, tant sur le front de leurs revendications que sur celui de la bagarre contre la loi travail et contre le gouvernement.
Correspondant

L'autre élément nouveau, c'est la démonstration que ce ne sont pas les « pics de pollution » les plus nocifs... mais l'air respiré chaque jour ! L'impact sur la santé résulte, à long terme, surtout de l'exposition au jour le jour à des niveaux de pollution inférieurs aux seuils d'alerte déclenchés à partir d'une concentration de 80 microgrammes de PM10 par mètre cube d'air (les PM10 ont un diamètre inférieur à 10 microns, donc plus gros que les PM2,5 ; et dans les particules fines, plus c'est fin, plus c'est méchant). Dans les 17 villes du programme de surveillance Air et santé, de 2007 à 2010, entre 85 % (Nancy) et 100 % (Montpellier et Nice) des décès toutes causes (hors accidents) et des hospitalisations pour causes cardiaques, attribuables aux effets à court terme

des PM10, sont associés à des niveaux journaliers de PM10 inférieurs au seuil d'alerte définissant les pics de pollution.

Fines particules, grands dangers...

Ces particules fines sont cause de maladies respiratoires et cardiovasculaires, asthme, cancers, naissances prématurées et diminution de l'espérance de vie, en moyenne de 15 mois dans les grandes zones urbaines, 9 mois en zone rurale. Les particules fines et très fines peuvent rester longtemps en suspension et donc être transportées sur de longues distances jusqu'à une zone apparemment peu polluée. Qui émet ces particules ? L'industrie (30 %), le résidentiel-tertiaire (25 %), l'agriculture (30 %) et les transports (15 %) avec bien sûr le diesel. Ces chiffres

sont une moyenne : à Paris la part des transports était en 2007 de 40 %. Autre coupable, le chauffage au bois (en foyer ouvert sans filtre) qui dégage certes moins de CO₂ mais produit la plus grande part de la pollution en secteur résidentiel. Mais ces données datent déjà de quelques années et on peut craindre que la part du transport ne se soit aggravée : le diesel et ses filtres (aux données truquées) sont toujours là, les autoroutes s'étendent, le transport routier de marchandises aussi, et Hollande-Macron ont eu la bonne idée de remplacer le train par des cars... L'étude propose 4 scénarios. Dans le premier, où les niveaux de particules fines seraient les mêmes que dans les 5 % de communes les moins polluées (dans des régions de montagne où la pollution

anthropique est quasiment nulle), plus de 48 000 décès seraient évitables chaque année. Si on suit les recommandations de l'OMS (concentration de PM2,5 : 10 µg/m³), 17 700 morts évités ; Grenelle de l'environnement (15 µg/m³), 3 000 morts évités ; réglementation européenne (20 µg/m³)... 10 morts évités. Comme personne n'a envie de porter des masques à gattaz, une seule solution : renforcer toutes les mobilisations et les résistances au capitalisme.
Commission nationale écologie
1 - <http://www.santepubliquefrance.fr/>
Actualités/Pollution-atmosphérique-et-santé-Santé-publique-France-publie-de-nouveaux-résultats



Les comités en action!

92 Nord La fête du NPA, un moment de convivialité en plein cœur de la lutte.

La fête annuelle du NPA 92 Nord s'est tenue le samedi 18 juin à Levallois. Une quarantaine de personnes ont assisté aux prises de parole de grévistes de La Poste, en reconductible depuis le 10 mai, de camarades de la SNCF, de l'éducation ou encore du travail social, et bien sûr du NPA. Depuis plus de trois mois, les assemblées générales interprofessionnelles et Nuit debout permettent certes déjà de rassembler ces différents secteurs afin d'organiser la lutte au jour le jour, d'aller d'échéance en échéance. Mais dans le cadre plus détendu de la fête, la discussion a permis un échange approfondi à propos des perspectives à plus long terme pour faire gagner le mouvement. L'intervention du NPA a également avancé la nécessité de s'organiser politiquement, de construire un parti révolutionnaire pour en finir avec le capitalisme, et pas seulement répondre au coup par coup aux attaques de la bourgeoisie. Des discussions qui ont continué tard autour de l'apéritif, du repas... et de la piste de danse. Organisée et annoncée très tardivement en raison de la lutte qui occupe une grande partie de nos forces et emplois du temps, la fête a réuni moins de monde que celle de l'an dernier. Mais dans ce contexte, sa tenue a tout de même été utile et positive, tant pour réfléchir aux suites de la lutte que pour profiter d'un moment de détente bien mérité!

Marseille (13) En réunion publique, malgré les aléas... Même un porte-parole du NPA peut être « pris en otage » par des grévistes... C'est arrivé jeudi 23 juin à notre camarade Philippe Poutou qui devait tenir une réunion à Marseille, et qui s'est trouvé bloqué à Bordeaux, avec un avion cloué au sol par la grève du contrôle aérien. Déçu, mais bien sûr totalement solidaire des grévistes, Philippe a donc dû annuler sa venue, et c'est notre camarade Robert Pelletier qui a donc animé la réunion qui, hélas, n'a pas rencontré le succès escompté, malgré le travail accompli par les militantEs locaux. Après une nouvelle journée de mobilisation, à la veille d'un rendez-vous de lutte lancé par la CGT, à 4 heures du matin, et un soir de fête de la musique (déplacée de deux jours pour cause de match), 70 personnes se sont tout de même déplacées.

Infirmier CGT à l'hôpital Sainte-Marguerite, Guillaume a évoqué les conséquences de l'austérité appliquée au secteur hospitalier, que ce soit par la loi santé et la mise en place des Groupements hospitaliers de territoire, par les fermetures de lits ou par les compressions de personnel. Véro, militante NPA sur la zone de Fos, est revenue sur les fortes mobilisations qu'a connues ce secteur (blocages, occupations, grèves reconductibles...), mais aussi sur la répression policière (attaque et gazage de l'UL CGT) ou les effets de la propagande gouvernementale et médiatique contre la CGT, qui a abouti à trois accidents, dont un grave. Il est donc revenu à Robert, membre de la direction du NPA, de tirer les premières analyses d'un mouvement encore bien vivant qui allait dès le lendemain voir des centaines de militantEs bloquer le Dépôt pétrolier de France à Fos.

On déplorera qu'invitée à intervenir à la réunion, la CGT n'ait délégué personne, pas plus que d'autres organisations. Seul le PCF avait envoyé un membre de sa direction fédérale pour débattre des perspectives.

Au final, malgré ce bilan un peu maigre, c'est la volonté de continuer à débattre, à confronter nos analyses avec l'ensemble des acteurs du mouvement social, qui amènera le NPA 13 à renouveler sous quelque forme que ce soit, son apparition sur le terrain.



DR

Poutou en mouvement(s)

La semaine dernière, le candidat du NPA est resté en Gironde, mais n'en a pas moins participé à différentes initiatives de mobilisation.

À Bordeaux, alors que Paris tournait en rond, la manifestation du jeudi 23 juin, qui a réuni plusieurs milliers de personnes dont Philippe, a été dynamique.

Avec les manifestantEs contre la loi travail

Devant il y avait les chefs syndicaux, et derrière des équipes militantes syndicales ou autres (intermittentEs et précaires, collectifs, jeunes), tout cela pour beaucoup « mélangés »... Avec toujours beaucoup de discussion et pas de démoralisation : c'est la colère qui domine, contre le gouvernement, contre la volonté d'interdire les manifestations. La fin de manifestation a été délicate, la préfecture ayant réduit le parcours au dernier moment : vu avec la CGT... sans information des manifestantEs. Il a été dit à celles et ceux qui allaient au-delà de la



Le soutien du NPA à la Zad de Villeneuve-d'Ornon. DR

limite fixée que cela devenait une « manifestation sauvage », cela a fini par une nasse de 45 minutes... Le même jour, du fait de la grève du contrôle aérien, le candidat du NPA n'a pas pu prendre son avion pour se rendre à Marseille afin d'y tenir une réunion publique (cf. compte rendu sur cette page). Ce n'est que partie remise...

Avec les grévistes du nettoyage

Le lendemain, vendredi 24 juin, étant donc sur Bordeaux, Philippe est allé au rassemblement des

agents de nettoyage de Bordeaux métropole, en grève depuis quatre jours. Une grève très bien suivie, pour les salaires, les effectifs, leur statut... et contre les promesses non respectées. Ils se sont rassemblés devant la réunion du conseil de Bordeaux métropole présidé par Juppé, et coprésidé par David (PS), tous autant méprisants. La réunion n'a pas été envahie, mais les élus sifflés à leur arrivée. Le bruit fait à l'entrée de la salle entraîne finalement la suspension de la réunion. Juppé est très mécontent, mais moins que les salariés,

grévistes et en colère. Les déchets s'accumulent dans la ville, malgré une partie ramassée par le privé (Véolia). *Sud-Ouest* en profite pour sortir un article caricatural (style micro-trottoir de gens mécontents, « quelle honte pour la ville » au moment de l'euro, où il y a des touristes...). La lutte continue.

Avec les zadistes

Pour finir la semaine, Philippe est allé soutenir la Zad de Villeneuve-d'Ornon : un projet de golf... sur un terrain classé Natura 2000, puis déclassé! Une zone humide en bord de Garonne, le bétonnage d'une zone inondable, un coin de nature détruit... Un vrai projet aberrant, révoltant. Et la famille Mulliez est dans le coup.

De jeunes zadistes essaient d'amorcer la résistance, et la médiatisation a commencé. Les engins de chantier ont commencé à raser, mais les zadistes ont porté plainte contre les menaces d'un responsable de chantier. La police y fait des rondes régulières : elle ne veut surtout pas qu'un « village » s'y construise. Quatre jeunes ont déjà été embarqués : contrôles d'identité, un en garde-à-vue. Les opposants s'organisent et cherchent les moyens de stopper les travaux. Le lendemain, signalera (avec photo) le soutien de Philippe et de l'écologiste radical Éric Pétetin.

Correspondants

En campagne

Recherche de parrainages, débats politiques...

Aller à la rencontre des maires de petites communes de l'Aisne, à la recherche de parrainages pour présenter Philippe Poutou aux élections présidentielles 2017, c'est l'occasion de discussions politiques qui font le lien entre les difficultés quotidiennes de ces éluEs et les enjeux des mobilisations sociales et politiques en cours...

Pour des éluEs plutôt de gauche mais pas organisés politiquement, ces mobilisations qui se passent souvent loin de leur commune, c'est une bouffée d'oxygène. C'est en effet la première fois que ce gouvernement est contesté dans la rue, par le monde du travail et pas par des réacs.

Cette contestation de « la loi travail et son monde », ils et elles la relient à leurs problèmes quotidiens, conséquences de la mise en œuvre des réformes de ce gouvernement : casse-tête de l'application des nouveaux rythmes scolaires dans des regroupements de communes, à l'heure où le département ne veut plus assurer la gratuité du ramassage des bus scolaires, où il faut embaucher des personnels compétents sans faire payer les familles précarisées dans des zones frappées par les fermetures des anciennes industries ou transformées

en cités dortoirs, la fameuse rurbanisation. Faire plus avec moins de budget, c'est le défi quotidien de ces éluEs avec l'application de la loi Notre, qui fait de leur fonction une activité à temps plein dans des communes de quelques centaines d'habitantEs.

Le « vivre ensemble » ou le repli et les peurs ?

Au moment où les réorganisations territoriales, nouveaux cantons, regroupements de communes et d'agglomérations se font dans l'opacité bureaucratique la plus totale, l'enjeu de recréer du lien social et du « vivre ensemble » comme le disent plusieurs éluEs est une question concrète pour contrer le repli et la montée des peurs de l'avenir, de l'insécurité sociale omniprésente.

Cela d'autant que l'expression politique de ces peurs dans ces communes, c'est le vote pour le FN.



Une mairie dans l'Aisne... DR

Ainsi, dans deux cantons différents de l'Aisne, des conseillers FN ont été éluEs aux dernières départementales. De parfaits inconnuEs « sortis de nulle part » et « qui n'ont même pas fait de réunion ou de campagne », comme les décrivent plusieurs élus dépités. Dans une des communes, presque personne n'assume le vote pourtant majoritaire, et dans l'autre la principale

justification est « *ras le bol de l'ancien élu PS, il faut changer* »... Alors pour des maires engagés au quotidien, l'espoir que les luttes contre la loi travail puissent offrir d'autres perspectives de combat contre nos adversaires communs et de possibilités de gagner, c'est aussi l'enjeu de barrer la route au FN.

Cathy Billard

Cergy (95) Toujours en lutte, toujours en action. Vendredi 17 juin, avec Nuit debout, nous avons tenu un petit concert de casseroles à la mairie de Saint-Ouen-l'Aumône, et avons aussi assisté à la projection du film de Ken Loach, *l'Esprit de 45*, à propos des conquêtes ouvrières en Grande-Bretagne dans l'immédiat après-guerre. Une salle presque comble : environ 80 personnes et un débat parfois un peu « chaud » notamment autour de la question du « Brexit or not » ! À noter qu'après la projection, nous avons vendu plein d'hebdomadaires : « dépouillés »,

nous n'en avons pas eu assez pour satisfaire toute la demande!

Lundi 20 juin, toujours au cinéma Utopia, notre débat sur « les résistances au capitalisme » fut de haute tenue, comme le précédent que nous avons organisé sur l'écologie. Un public varié : des militantEs du NPA, mais aussi des syndicalistes, des membres de Nuit debout, et d'autres, touTEs en recherche d'analyses, d'actions, et de solutions pour en finir avec un monde qui marche sur la tête, touTEs assoiffés de discussions. Et un buffet convivial pour aussi nourrir le corps après l'esprit.

Nous relancerons une initiative à la rentrée pour installer ce « café débat » dans la continuité.

Enfin, Nuit debout à Cergy vendredi dernier : un peu clairsemé certes, mais une discussion fouillée et parfois endiablée, principalement sur les « casseurs » ou « pseudo casseurs », avec pas mal de « têtes grises » les soutenant. Et aussi évidemment une discussion sur le Brexit, avec deux positions de gauche échangeant en toute fraternité.

En veille, même pendant l'été, la flamme ne s'éteint pas ! « Hasta la victoria siempre ! »

Essais

Manger autrement

Nous voulons arrêter de polluer la planète, arrêter la production d'énergie nucléaire, arrêter le bruit, le stress, retrouver une vie saine et conviviale où le travail sera partagé et chacun recevra selon ses besoins ? Ce ne sera pas facile mais nous pouvons d'ores et déjà «tendre vers» dans notre vie quotidienne. Faire aujourd'hui ce que l'on croit et ce que l'on veut.

Cela peut sembler dérisoire de trier ses déchets quand tant de capitalistes polluent, détruisent les terres agricoles et brûlent du kérosène dans leurs jets privés et leurs yachts, mais s'il n'y en a pas qui commencent... Pierre Rabhi et ses Colibris ne disent pas autre chose mais ils n'arrivent pas à le mettre en musique. L'exemple ne suffira pas, il faut lier les luttes. Mais rien ne nous empêche de nous faire du bien tout de suite...

Il y a une chose que nous faisons tous, tous les jours, c'est manger. Pour manger, il faut d'abord produire de la nourriture, et là nous pouvons agir aujourd'hui, chacun de nous, avec un petit effort pour changer nos habitudes. Notre santé va y gagner tout de suite, la planète aussi, et pas d'illusion, le capitalisme vert aussi. Mais son tour viendra !



Produire de la nourriture, dans le système actuel, c'est répandre des pesticides et des engrais issus de l'industrie pétrochimique, punissant de divers cancers les agriculteurs, c'est enfermer des animaux dans des prisons, les tuer – parfois dans des conditions atroces pour eux, toujours pour ceux qui font le boulot. Le marketing et la publicité se chargent ensuite de vendre les produits de ce système à de futurs obèses ou à des travailleurs sous-payés qui ne peuvent plus se payer des produits frais et de qualité.

Tout repenser, et tout changer ! Pour s'en sortir il faut tout repenser, changer de paradigme pour reprendre l'expression à la mode.

À commencer par passer de l'agriculture industrielle, mécanisée, extensive, polluante, destructrice et mondialisée, à une agriculture de proximité, biologique, respectant les saisonnalités, recréant les paysages, liant les différentes cultures et élevages, créant des emplois et des complémentarités entre agriculteurs. Arrêter l'élevage industriel et promouvoir la consommation modérée de protéines animales et l'alimentation végétarienne, capable de nourrir des milliards d'êtres humains sans consacrer toutes les terres à des animaux souffrants.

Apprendre à cuisiner autrement, acheter du frais, manger de saison ou conserver par lacto-fermentation au lieu de faire tourner les congélateurs, associer céréales, légumineuses et oléagineux pour remplacer la viande, se rappeler que pour faire du gruyère râpé, il faut du lait, et pour le lait, il faut un veau qui devient donc un sous-produit du lait et part à l'abattoir. Ne pas oublier que notre pouvoir est dans notre porte monnaie: nos achats doivent refléter nos choix politiques ! Ce n'est pas à la publicité de nous dire quoi manger. Ce sujet mériterait un dossier plus qu'un article, mais heureusement, il remplit de plus en plus les rayons des librairies.

Catherine Segala

À lire...

- La révolution d'un seul brin de paille**, Masanobu Fukuoka, Guy Frédaniel Éditeur, 15 euros
- Changeons d'agriculture**, Jacques Caplat, Actes Sud, 17 euros
- Pistes pour une agriculture écologique et sociale**, Laurent Garrouste, Laurence Lyonnais et Roxanne Mitralias, Syllepse, 8 euros
- Manuel d'apprentissage pas à pas de la permaculture**, Rosemary Morrow, Éditions Imagine un colibri, 30 euros
- Guide du nouveau jardinage: sans travail du sol, sur couvertures et composts végétaux**, Dominique Soltner, Terran édition, 25 euros
- Des vers de terre et des hommes: découvrir nos écosystèmes fonctionnant à l'énergie solaire**, Marcel Bouché, Actes Sud, 25 euros
- Sucre, sel et matières grasses: comment les industriels nous rendent accros**, Michael Moss, Calmann-Lévy, 19,90 euros
- Bidoche: l'industrie de la viande menace le monde**, Fabrice Nicolino, Actes Sud, 9,70 euros
- La consommation engagée**, Sophie Dubuisson-Quellier, Presses de Sciences Po, 10 euros
- Manger bio c'est pas du luxe**, Lylia le Goff, Terre Vivante, 17 euros
- Vive la malbouffe, à bas le bio**, Labbé, Porquet, Recasens et Wozniak, Hoëbeke, 16 euros
- Le manuel de cuisine alternative**, Gilles Daveau, Actes Sud, 22 euros
- Ces ferments qui nous veulent du bien**, Claudia Lorenz-Ladener, Le Rouergue, 22 euros

Voir aussi: <http://www.anti-k.org/2016/04/18/vers-une-transition-alimentaire>

Essai

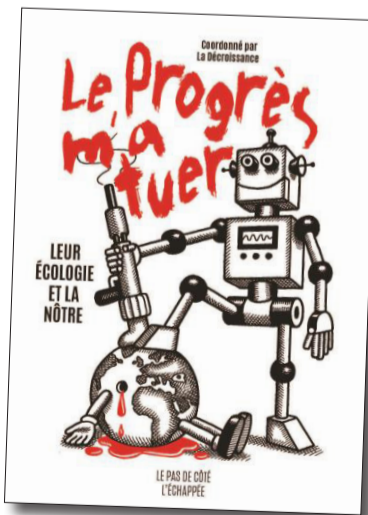
Le Progrès m'a tuer, coordonné par la Décroissance

Éditions Le pas de côté-l'Échappée, 2016, 20 euros

Le livre rassemble 43 textes coordonnés par le mensuel *la Décroissance*. La plupart des contributions avaient été écrites pour les débats accompagnant l'opposition à la COP21 en novembre et décembre, et c'est l'état d'urgence qui avait empêché la tenue de ces initiatives...

Cet ensemble, très divers par ses thèmes et ses entrées, organisé en 5 chapitres (*effondrement-illusions-idéologie-développement-en sortir*), est important, même si les apports sont d'inégale valeur. Il permet de voir les contours d'une écologie radicale en recherche de projet cohérent de dépassement d'une société inacceptable. Et si tout n'est pas homogène, c'est assez compréhensible pour un chantier.

Notre intérêt devrait être d'autant plus fort que c'est à cette source que prennent leur inspiration beaucoup des militantEs que nous côtoyons dans les luttes, de Notre-Dame-des-Landes à Bure, de la ferme des 1000 vaches aux manif anti-gaz de schiste... et à Nuit debout contre «la loi travail et son monde». Et parce qu'au fond, d'une certaine manière, nous participons au même chantier.



De vraies connaissances

L'idée fondamentale qui parcourt quasiment toutes les contributions est que la croissance est inhérente à l'accumulation du capital. Et c'est dans cette formulation qu'elle revient souvent comme étant la cause de l'impasse historique, civilisationnelle dans laquelle se trouve l'humanité. La «croissance verte» est analysée comme un oxymore, thème idéologique central au service des «investisseurs» et des forces politiques qui

leur sont soumises. Le PS et ÉLV sont dénoncés avec force. Le «capitalisme vert» et son «développement durable» sont démontés précisément. Les parties «effondrement» et «illusions», analyses concrètes de situations concrètes, sont particulièrement intéressantes. Ainsi, J.B. Fressoz montre que sous le capitalisme, il n'y aura pas de transition vers les renouvelables. Tout comme le pétrole ne s'est pas substitué mais ajouté au charbon, les renouvelables viennent s'ajouter aux énergies fossiles. Productivisme et extractivisme ne sont en rien ralentis par la haute technologie, au contraire. Ce sont là des idées à s'approprier, à travailler pour tout projet émancipateur. Quant aux contributions très stimulantes des auteurs africains, maghrébins, d'Amérique du Sud autour du thème du «développement», elles méritent une lecture attentive.

Très discutables...

Oui, très discutables sont les textes de J.C. Michéa et M.J. Bonnet sur les thèmes de la morale, de la psychologie, de la culture, des droits des LGBTI, de la limite, de l'interdit... Et ce n'est pas sans un certain malaise

qu'on lit ces textes... Mériteraient également une discussion serrée trois textes de «s'en sortir», textes défendant l'idée générale d'austérité en s'appuyant sur des idées du dirigeant euro-communiste italien E. Berlinguer. Certes, la capitulation de Tsipras est stigmatisée dans un autre texte, certes l'austérité est ici rapprochée de la sobriété, il n'en demeure pas moins que l'ambiguïté subsiste...

Ce n'est qu'un début, le débat continue!

Fernand Beckrich

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél.: 01 49 28 52 44

Fax: 01 49 28 52 43

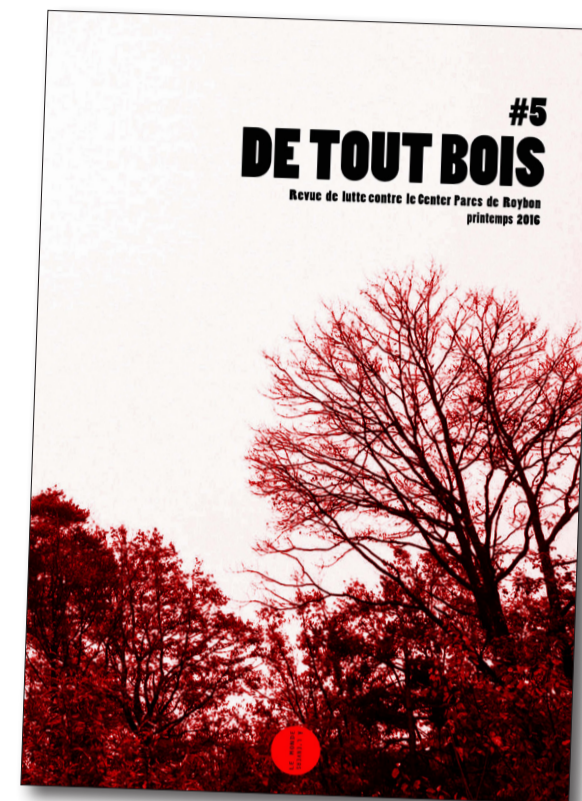
www.la-breche.com

contact@la-breche.com

Revue

De tout bois #5 (Printemps 2016)

Revue de lutte contre le Center Parcs de Roybon



Alors que le projet de Center Parcs de Roybon (Isère) est bloqué par une décision de justice (appel en 2016) et par l'occupation des zadistes, cette revue se donne pour but de faire vivre la lutte et d'en laisser des traces.

Au-delà du cas particulier de cette lutte, la revue *De tout bois* tâche de tisser des liens avec les grands enjeux actuels (écologie, crise du capitalisme, nouvelles formes de luttes).

À lire, comme les précédentes.

Publication trimestrielle, 20 x 28 cm, 36 pages, 2 euros.

Pour soutenir cette lutte, commander ou connaître les librairies qui diffusent la revue: Éditions le monde à l'envers au 04 57 39 87 24 ou mondenvers@riseup.net

Cinéma

Le festival Résistances

La 20^e édition du festival de films «Résistances» se déroule à Foix (Ariège-Pyrénées) du 8 au 16 juillet 2016, et propose une programmation d'une centaine de films, allant du documentaire à la fiction. Dans une société génératrice d'inégalités et créatrice de frontières, le Festival Résistances s'affirme comme un espace d'expression et de rencontres autour du 7^e art et promet un cinéma rarement diffusé sur les écrans, pour créer un salu-

taire étonnant, faire connaître d'autres regards et d'autres cinéastes que ceux du prêt-à-penser habituel. Robert Guédiguian sera l'invité de cette 20^e édition: quatre de ses films y seront projetés dont *Une histoire de fou*, son tout dernier film sorti en novembre 2015 (voir chronique et interview de Robert Guédiguian dans *l'Anticapitaliste* n°311). Les thèmes de cette année sont «Une éducation joyeuse», «Étrangers à domicile», «Voyage», «Entre désirs et désastres» et «Parole sous presse». Une programmation «Enfants» est également prévue. Enfin, signalons qu'un bal aura lieu le 9 juillet, et qu'un apéro-concert a lieu tous les soirs...



L'association Regard Nomade, organisatrice, a mis en place un fonctionnement participatif: une trentaine de bénévoles prépare ainsi le festival pendant l'année. Festival militant et cinéophile, Résistances se veut un lieu où la culture fait sens, où le cinéma est ancré dans la réalité du monde.

Catherine Segala

Programme détaillé: <http://festival-resistances.fr>

